



JEUDI 18 MARS 2021

PÉTROLE : nous entrons MAINTENANT dans une nouvelle ère de pauvreté extrême puisque c'est le déclin irréversible, et de plus en plus officielle (AIE, BP, SHELL, etc.), de production du pétrole.

- ▶ **Le rôle crucial des affects** . (Didier Mermin) p.1
- ▶ **Peindre le monde en vert** . p.4
- ▶ **Fukushima souffle ses 10 bougies** . (Laurent Horvath) p.9
- ▶ **Le confinement de trop?** . (maxime Tandonnet) p.11
- ▶ **La politique est une rue à trois sens** . (Tom Lewis) p.12
- ▶ **Notre système mondial de Ponzi** . p.13
- ▶ **Le point de vue du pic pétrolier** . (Richard Heinberg) p.16
- ▶ **CLIMAT, le piège de l'interaction spéculaire** . (Biosphere) p.22
- ▶ **GAME OVER** . Patrick Reymond) p.23

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **Demain et Demain et Kaboom** . (James Howard Kunstler) p.26
- ▶ « Investir dans des obligations est devenu stupide pour Ray Dalio » !! » . (Charles Sannat) p.28
- ▶ **Économie versus politique** . p.33
- ▶ **Pourquoi le journalisme économique est-il si mauvais ?** . (Jeff Deist) p.36
- ▶ **Tranquillement, cahin caha, on s'achemine vers la fin** . (Bruno Bertez) p.38
- ▶ **Pour 1 trillion, t'auras plus rien! Comprendre que ce que l'on appelle la fortune ne signifie rien. Le grand secret : la fortune ne vaut rien.** . (Bruno Bertez) p.44
- ▶ **Bourse : les autorités monétaires sont prises en otage** . (Bruno Bertez) p.46
- ▶ **La reprise en "V" n'a jamais eu lieu** . (Ryan McMaken) p.48
- ▶ **Un plan d'aide qui n'a aucun sens** . (Bill Bonner) p.51
- ▶ **Les dirigeants américains n'épargnent aucun centime** . (Bill Bonner) p.53

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

.Le rôle crucial des affects

Didier Mermin Paris, le 16 mars 2021



Pourquoi on déteste la nature et l'écologie.

Pour lutter contre la destruction de la biosphère et le réchauffement climatique, il est légitime de faire feu de tout bois, et donc d'impliquer les individus. L'on attend de chacun qu'il prenne conscience de la situation, qu'il change ses mauvaises habitudes, restreigne sa consommation, et se montre enfin « *responsable* », voire [qu'il s'engage selon ses moyens](#) dans la lutte collective. C'est effectivement ce qu'il faudrait, mais chacun est mû par des affects où la Raison ne joue aucun rôle, et qui poussent au contraire dans la mauvaise direction.

Nous avons pris conscience de ce phénomène en observant nos réactions face aux discours des « *anti-viandes* ». Bien que nous soyons **fermement convaincu** de la nécessité d'en manger moins, cette idée nous fait « *flipper grave* », elle nous révolte. Auparavant, nous imputions cette réaction à des [discours mal conçus et contre-productifs](#), mais en réalité elle est surtout **affective**, aucun argument rationnel ne saurait la justifier. Nous sommes clairement aux antipodes des militants qui se font un point d'honneur d'accorder leurs actes à leurs convictions, (comme [Bonpote](#) qui a plaqué son job pour se consacrer à [son blog](#)), mais il serait vain de nous jeter la pierre parce que les militants, de leur côté, sont bien incapables d'expliquer pourquoi ils sont motivés.¹ Dans « [Comment change le monde](#) », nous avons vu le cas de Jean-Marc Jancovici qui a conté son histoire devant un micro : en découvrant la problématique du RC et du carbone, il a compris spontanément que c'était un sujet pour lui. Une clef venait de rencontrer sa serrure. C'est admirable mais rarissime : l'individu lambda, dans lequel se reconnaît volontiers votre serviteur, ne vit pas du tout de cette façon-là.

Comme expliqué dans « [Le bug humain](#) », le commun des mortels est dominé par son « [système de récompense](#) », un système dont la tyrannie s'exerce aussi bien pour des **lardons**, des **œufs** ou du **fromage** dans une assiette de pâtes que pour l'achat d'une « [salle de bain à 50.000 dollars](#) ». Les récompenses convoitées changent avec le niveau de revenus, mais le schéma de fonctionnement reste le même, et cela a une conséquence terrible. Non seulement on en cherche toujours de nouvelles, (sans cela, militants, pionniers et artistes n'existeraient pas), mais **on répugne à renoncer à celles acquises**. Cela explique le phénomène inattendu et surprenant des « [vols pour nulle part](#) » qui sont apparus pendant l'épidémie : leur absurdité apparente en dit long sur la puissance du système de récompense.

De manière générale, les gens ressentent de la répulsion à la seule évocation de devoir se restreindre, c'est pourquoi **Marine Le Pen** n'a pas hésité à proférer « 3 mensonges en 20 secondes » dans [cette vidéo](#)² :

- « *Le mode de vie français ne se négocie pas.* »
- « *Nous sommes déjà, et heureusement, les meilleurs élèves de la classe écologique.* »
- « *Grâce au nucléaire, nous disposons déjà d'une économie décarbonée dans sa majorité.* »

C'est évidemment un discours sans aspérité comme on les aime chez les publicistes : il vise à attirer des électeurs en leur expliquant que l'écologie et le climat n'exigent aucun effort de leur part, et donc qu'on n'ira pas les « *faire flipper* » avec ça. A l'exact opposé, vous avez les [150 propositions de la CCC](#) dont chacune, présentée seule, aurait déjà soulevé un tollé. Punitif ou pas, **l'écologie ne peut être que répulsive**, parce qu'elle contrarie les affects qui aujourd'hui font le bien être de monsieur et madame Toutlemonde, aussi mesquin soit ce bien être, comme de pouvoir ajouter des lardons à ses pâtes. Notons que ce n'est pas tant l'interdit qui soulève la réprobation que **la perspective qu'il advienne**, un peu comme celle du « [grand remplacement](#) » qu'agite l'extrême-droite. Somme toute, si l'on taxait la viande comme le tabac, ça râlerait beaucoup dans les chaumières, mais la grogne se dissiperait rapidement. Les faits ne font pas peur, on s'y habitue, on les ignore le plus souvent, ce qui autorise à penser qu'un monde sans viande serait *de facto* tout à fait vivable.

Mais si monsieur et madame Toutlemonde réagissent avant tout selon leurs affects, **qu'en est-il des élites ?**
Réponse : pareil mais en mille fois pire. A leur niveau, discours et théories sur la bonne marche du monde visent avant tout à pérenniser et augmenter leurs pouvoirs, privilèges, rentes, et avantages de toutes natures. Ils savent très bien qui sont leurs ennemis, les écolos et les Gilets Jaunes, et les [diabolisent à l'antenne](#) pour prendre leurs électeurs dans le sens du poil. Dame ! C'est qu'il s'agit pour eux de pouvoir continuer à vendre des SUV, des voyages, des produits de luxe, des fringues et des smartphones, et dégager de substantielles marges pour étendre leurs parts de marché à l'international. La nature ? Ils l'adorent, mais depuis une piscine dans le Costa Rica.



En réalité, **on déteste la nature**, même les « *classes moyennes* » ne l'apprécient qu'à condition de ne rien perdre de leur confort. Et cela s'explique aisément : **elle ne joue aucun rôle dans l'éducation**, elle fait seulement partie de l'enseignement où elle est une matière parmi d'autres. Cela n'empêche pas des vocations mais laisse les masses dans l'ignorance de ce qu'elle est vraiment. Donc, quand vous expliquez l'écologie à un adulte qui n'a jamais été confronté à « *la nature* », n'a jamais eu besoin de s'en soucier, ne s'est jamais posé de questions, ne la connaît que par images d'Épinal, (comme les dinosaures de la préhistoire), n'en a aucune expérience sérieuse, et pour tout dire [s'en fiche royalement](#) sauf pour y faire son footing, et bien votre discours tombe dans le vide, à plat, dans un désert où il ne trouve rien pour s'accrocher. Contrairement aux cas

exemplaires précédemment cités, **ça ne peut pas *matcher***, autant essayer de faire comprendre la [courbure de l'univers au moment du Big Bang](#).

Tout le monde aime bien la nature en images, on aime la contempler et s'y reposer, mais elle ne peut pas motiver les masses. Ses malheurs ne sont pas les nôtres, et **la civilisation s'est construite contre elle**. Les citoyens sont « *armés* » pour apprendre un métier, gagner leur vie, se faire construire un pavillon et y élever leurs enfants, pas pour [vivre dans une cabane](#). Pour qu'il en aille autrement, il faudrait « *préparer* » les esprits à devoir faire de nombreux renoncements, c'est-à-dire faire le deuil des attentes que le système suscite à n'en plus finir. (C'est à peu près le discours des collapsologues nous semble-t-il, mais ils n'ont pas bonne presse.) Vu ainsi, le problème de la viande ne se limite pas à la souffrance animale et au CO2, il concerne avant tout notre attachement à en consommer. Comment parler aux gens pour qu'ils fassent l'effort d'y renoncer ? C'est toute la question. Dont personne n'a la réponse. On ne peut quand même pas les « *rééduquer* » à la mode communiste, ni les forcer à apprendre la diététique. Quant à les bombarder d'images chocs, comme le font certains sur FB, ça va deux minutes, on se lasse vite. Entre un pavé de rumsteak saignant à point et un animal qui se tord de douleur, le choix est vite fait : le cerveau est programmé pour conserver un bon souvenir du premier et oublier le second. Donc on ne changera pas, ou pas assez vite, pas assez massivement, et l'on consommera de la viande tant qu'il y en aura dans les supermarchés.

Paris, le 16 mars 2021

NOTES :

1 On peut toujours expliquer le pourquoi d'une motivation, mais les explications ne peuvent que renvoyer à des faits qui doivent à leur tour être expliqués. Finalement, tout découle de l'histoire singulière des individus, une histoire qui peut, ou non, conduire à motiver certains.

2 Vidéo publiée par Bonpote et relayée par une fan du blog, nous les remercions vivement tous les deux.

Autres billets où il est question des affects :

[Raisonnements et pouvoir de conviction](#)

[Le bug humain](#) (déjà cité dans le texte)

Autres billets qui concernent la viande :

[Hippopotamus exemplum](#) (aspect systémique)

[Les végétariens à l'assaut des viandards](#) (cité au 2ième §)

Illustration : [Association Marsat Nature](#)

Plus de publications sur Facebook : [Onfonedanslemur](#)

Sur Twitter : [Onfonedanslem1](#)

Adresse de base du blog : <https://onfonedanslemur.wordpress.com/>

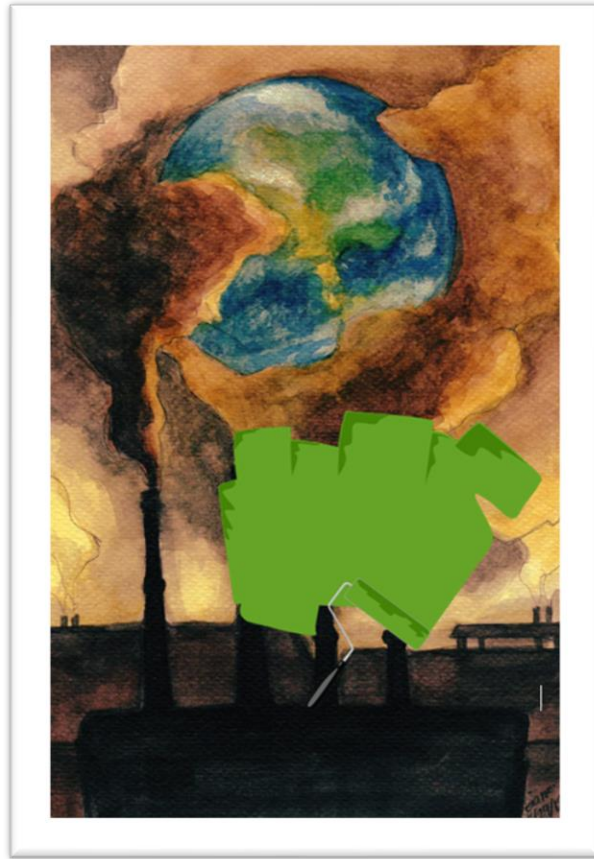
▲ RETOUR ▲

Peindre le monde en vert

Par John Feffer, initialement publié par Foreign Policy In Focus 16 mars 2021

Jean-Pierre : les idées de l'auteur lui-même sont médiocres. AUCUNE des solutions proposer ne peut fonctionner. Le secteur de « **l'économie environnementale** », par exemple, est toujours à perte (monétairement déficitaire), donc chaque entreprise dans ce domaine est toujours destinée à faire faillite.

Il était une fois un riche hypocondriaque qui se plaignait de douleurs à la tête et à l'estomac. Il consulta un sage qui lui fit remarquer que la racine du problème se trouvait ailleurs : dans les yeux de l'homme. Pour résoudre les maux de tête et d'estomac persistants, le sage suggéra de se concentrer sur une seule couleur dans l'environnement - le vert - et d'ignorer toutes les autres.



Le riche homme s'empressa d'engager des ouvriers pour recouvrir de peinture verte tout ce qu'il voyait, afin de pouvoir suivre facilement cette prescription particulière. Dix jours plus tard, lorsque le sage revint dans sa robe safran, un ouvrier se précipita pour l'enduire de peinture verte.

"Vous avez gaspillé tant d'argent à cause de votre stupidité monumentale", a réprimandé le sage éclaboussé de peinture. "Si seulement tu avais acheté une paire de lunettes vertes, d'une valeur de quatre roupies, tu aurais pu sauver ces murs et ces arbres, ces casseroles et ces poêles, ces chaises et ces canapés, et aussi une bonne partie de ta fortune."

Le sage se redressa de toute sa hauteur pour délivrer son dernier message : "Vous ne pouvez pas peindre le monde en vert !"

La morale de ce conte hindi est simple. Vous ne pouvez pas changer le monde. Vous pouvez seulement changer votre façon de voir le monde. La perception fait tout.

Ce récit édifiant est particulièrement mal adapté à notre époque. Avec la crise climatique qui s'abat sur la planète, l'humanité doit changer le monde ou s'éteindre. Au sens figuré, nous devons effectivement peindre le monde en vert et ignorer les soi-disant sages qui nous disent simplement de mettre des lunettes vertes.

Dans le monde réel, ce choix se résume à réduire l'empreinte carbone mondiale ou à succomber à une forme de "blanchiment vert" qui n'offre qu'une protection environnementale illusoire.

L'administration Biden est confrontée à ce même choix. Dépensera-t-elle beaucoup d'argent pour aider à peindre le monde en vert ou se contentera-t-elle de distribuer des verres teintés, verts ou roses, pour nous faire croire à tous que la planète a été sauvée ?

Dans quelle mesure sa politique est-elle verte ?

La première tâche de la nouvelle administration Biden a été de nettoyer les déchets toxiques de la présidence précédente. Cela signifie rejoindre l'accord de Paris sur le climat, annuler l'oléoduc Keystone XL et rétablir les nombreuses réglementations environnementales que Donald Trump a supprimées. **La nouvelle administration a mis en pause les nouveaux forages pétroliers et gaziers sur les terres fédérales.** Elle a annulé les efforts de Trump pour affaiblir la loi sur la qualité de l'air. Elle a soutenu un accord international visant à mettre fin à l'utilisation des hydrofluorocarbones. Au total, l'administration cherche à revenir sur une centaine de tentatives de Trump de favoriser les entreprises au détriment de l'environnement.

Ces mesures ramèneront les États-Unis au statu quo ante. L'administration a toutefois des projets plus ambitieux.

Dans son décret du 27 janvier sur la "lutte contre la crise climatique dans le pays et à l'étranger", M. Biden a dressé une liste détaillée d'initiatives qui compte plus de 7 500 mots. Le fait même que le décret traite de la "crise climatique" et pas seulement du "changement climatique" est un signal important du sérieux avec lequel l'administration prend cette question.

Le décret commence par ces mots :



Nous disposons d'un moment privilégié pour prendre des mesures à l'intérieur du pays et à l'étranger afin d'éviter les effets les plus catastrophiques de cette crise et de saisir l'occasion que représente la lutte contre le changement climatique. L'action nationale doit aller de pair avec le leadership international des États-Unis, visant à renforcer considérablement l'action mondiale. Ensemble, nous devons écouter la science et affronter le moment présent.

À cette fin, l'administration a déclaré que les États-Unis deviendraient neutres en carbone d'ici 2050, ce qui nécessitera de fortes réductions des émissions. "Nous devons augmenter la couverture forestière cinq fois plus vite que nous ne le faisons", déclare John Kerry, l'envoyé spécial de M. Biden pour le climat. **"Nous devons multiplier les énergies renouvelables par six. Et la transition vers les véhicules électriques doit se faire à un rythme 22 fois plus rapide."**

Mais comme sa promesse initiale de vacciner 100 millions de personnes en 100 jours, l'administration est déjà poussée à faire mieux. D'autres pays rivalisent pour devenir neutres en carbone plus rapidement : La Suède s'est engagée à être neutre en carbone d'ici 2045, l'Autriche et l'Islande ont fixé de manière plus informelle l'objectif de 2040, la Finlande vise 2035, et la Norvège et l'Uruguay espèrent atteindre cet objectif d'ici 2030. Apple, Microsoft et General Electric se sont tous engagés à devenir neutres en carbone d'ici à 2030. General Motors a annoncé fin janvier qu'elle ne vendrait que des véhicules à zéro émission d'ici 2035.

Un élément clé de la course à la neutralité carbone aux États-Unis est la version du New Deal vert de l'administration Biden. **Cette "révolution de l'énergie propre" prévoit d'investir 400 milliards de dollars sur dix ans dans la transformation de l'économie américaine selon des principes durables, de créer 10 millions d'emplois bien rémunérés dans le secteur de l'énergie propre et de placer la justice environnementale au centre de ces efforts.**

Mais l'administration ne peut pas faire grand-chose avec des décrets et par le biais d'agences fédérales comme le ministère de l'Énergie. À un moment donné, le Congrès doit décider si les quatre prochaines années vont transformer le monde ou si elles ne seront que du **greenwashing**.

Mais le Congrès - et surtout le Sénat - pose problème. Il sera difficile de persuader les républicains ainsi que des démocrates comme Joe Manchin, qui représente l'État minier de Virginie-Occidentale, de signer quelque chose de réellement transformateur. Mais des crédits d'impôt pour l'énergie éolienne et l'énergie solaire ont été inclus dans le plan de relance de décembre 2020, que les républicains ont soutenu. Et M. Manchin coparraine déjà la loi sur les emplois américains dans le secteur de la production d'énergie, qui prévoit des incitations fiscales pour les entreprises qui adoptent des produits à énergie propre. Il travaille également à la création d'un corps civil pour le climat, inspiré d'une initiative similaire de l'ère du New Deal, qui recruterait des chômeurs et des personnes sous-employées pour les aider dans des tâches telles que la reforestation et la protection de la biodiversité.

Il sera difficile de faire bouger le Congrès sur ce programme national. Le volet international risque d'être encore plus difficile à faire accepter.

Se mettre au vert au niveau international

Au moins sur le papier, l'administration Biden a l'intention de faire de la crise climatique un moyen de remodeler une grande partie de la politique étrangère des États-Unis. Le décret du 27 janvier se lit comme suit :

"Les États-Unis auront pour priorité de faire pression en faveur d'une ambition climatique accrue et de l'intégration des considérations climatiques dans un large éventail de forums internationaux, notamment le Groupe des Sept (G7), le Groupe des Vingt (G20) et les forums qui traitent de l'énergie propre, de l'aviation, de la navigation, de l'Arctique, de l'océan, du développement durable, de la migration et d'autres sujets pertinents."

Le premier défi pour la nouvelle administration sera de joindre l'acte à la parole, et l'un des exemples en est sa contribution au Fonds vert pour le climat. Créé en 2010 pour aider les pays les plus pauvres à s'affranchir des combustibles fossiles, le Fonds a recueilli environ 7 milliards de dollars sur les 10 milliards initialement promis. Ce manque à gagner est dû en grande partie aux États-Unis, qui ont promis 3 milliards de dollars mais n'en ont versé qu'un seul. Fin 2019, le Fonds a lancé un autre appel pour renflouer ses coffres et a reçu des promesses de 9,8 milliards de dollars supplémentaires.

Kerry a déjà annoncé que les États-Unis respecteraient leur engagement précédent en envoyant 2 milliards de dollars au Fonds. Mais il n'a fait aucune mention du soutien des États-Unis à la reconstitution supplémentaire. Les défenseurs du climat ont appelé l'administration à doubler son engagement initial, comme l'ont fait un certain nombre de pays européens ainsi que la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande, et à porter ses contributions à 9 milliards de dollars au total. Une action aussi ferme de la part des États-Unis pourrait non seulement persuader d'autres pays d'atteindre cette norme plus élevée, mais aussi faire pression sur des pays hors normes comme la Russie et l'Australie pour qu'ils se joignent à l'effort en premier lieu.

Le problème le plus immédiat, cependant, sera l'augmentation des niveaux d'endettement, en particulier dans le Sud, que la pandémie a transformé en une crise aiguë. Un certain nombre de pays - Zambie, Costa Rica, Sri Lanka, Brésil - n'ont pas remboursé leurs prêts ou sont sur le point de le faire. Dans le même temps, la crise budgétaire des pays les plus pauvres a poussé plusieurs d'entre eux à envisager d'abandonner les restrictions respectueuses du climat et de l'environnement imposées à des secteurs aussi nocifs que l'exploitation minière industrielle afin de boucler leurs fins de mois. Les institutions financières internationales ont suspendu le remboursement de la dette des nations les plus pauvres du monde et envisagent divers remèdes, notamment l'octroi de davantage de droits de tirage spéciaux (DTS) aux pays les plus mal lotis par le biais du Fonds monétaire international.

La position de M. Biden sur l'allègement ou l'annulation de la dette n'est pas claire. Mais le décret du 27 janvier sur la crise climatique comprend la disposition suivante :

"élaborer une stratégie sur la manière dont la voix et le vote des États-Unis peuvent être utilisés dans les institutions financières internationales, notamment le Groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, pour promouvoir des programmes de financement, des mesures de relance économique et des initiatives d'allègement de la dette qui sont alignés sur les objectifs de l'Accord de Paris et les soutiennent."

Il est possible qu'au lieu de l'annulation de la dette, l'administration encourage une forme de conversion de la dette en nature ou de la dette en climat, de préférence dans des versions qui incluent un plus grand nombre de parties prenantes, y compris les groupes autochtones, ou qu'elle soutienne l'émission d'obligations liées à la performance des indicateurs verts.

La crise climatique aura également une incidence sur la manière dont les États-Unis négocient les accords commerciaux. Les nominations de M. Biden à des postes clés dans le domaine du commerce laissent penser qu'il mettra les préoccupations en matière de travail et d'environnement au centre de la politique américaine. En tant que candidat à la présidence, M. Biden a insisté pour que les futurs accords commerciaux soient subordonnés au respect par les pays de leurs engagements dans le cadre de l'accord de Paris, et des membres du Congrès font déjà pression sur le nouveau président pour qu'il modifie l'accord commercial entre les États-Unis, le Canada et le Mexique afin de refléter cette condition. Une autre option potentielle est **l'interdiction des exportations de combustibles fossiles**, pour laquelle M. Biden a exprimé un certain soutien.

Le nouveau président prévoit d'organiser un sommet mondial sur le climat à l'occasion de la Journée de la Terre le mois prochain, bien que l'on ne sache pas très bien en quoi cette réunion serait différente de celle qui se tiendra en décembre 2020 pour marquer le cinquième anniversaire de l'accord de Paris. Les défenseurs du climat exhortent l'administration à profiter de cette occasion pour se concentrer sur les "super-polluants" tels que le méthane, le carbone noir et les HFC, qui contribuent de manière disproportionnée au réchauffement climatique.

Entre-temps, les préparatifs de la COP26 commencent pour novembre à Glasgow. L'hostilité de l'administration Trump et la capacité d'attention divisée de l'équipe Biden - sans parler de la pandémie de COVID-19 en cours - pourraient compromettre l'efficacité de la réunion de l'ONU. L'accord de Paris a vu le jour grâce à 18 mois d'intenses négociations préliminaires. Un effort similaire pour forger un consensus préalable à la COP26 a été lent à émerger.

L'administration Biden a pris des engagements sur d'autres questions environnementales. Elle a soutenu l'initiative "30 by 30" : protéger 30 % des terres et des zones côtières des États-Unis d'ici 2030. Cet effort nécessiterait la mise en réserve de 440 millions d'acres supplémentaires de terres pour la conservation. Cet engagement, qui s'inscrit dans le cadre d'une campagne mondiale de préservation de la biodiversité, nécessiterait une réduction significative des activités d'extraction sur les terres fédérales.

La coopération entre les États-Unis et la Chine est essentielle pour que tout effort environnemental mondial puisse progresser. **La Chine est actuellement le premier émetteur de carbone au monde, avec un taux annuel près de deux fois supérieur à celui des États-Unis, qui occupent la deuxième place (même si les États-Unis restent en tête en termes de production cumulée dans le temps et d'empreinte carbone par habitant).** Pendant les années Obama, les deux pays ont créé le Clean Energy Research Consortium (CERC), une initiative publique-privée qui stimule la recherche et le développement dans plusieurs secteurs liés à l'énergie. Le renouvellement du CERC constituerait une première étape dans le renforcement de la coopération entre les États-Unis et la Chine.

L'écologisation de la sécurité nationale peut et doit aller bien au-delà de la coopération entre superpuissances. Selon une estimation, les États-Unis dépensent actuellement 81 milliards de dollars par an pour protéger les réserves mondiales de pétrole. **La majeure partie de cet argent devrait plutôt servir à mettre fin à la dépendance aux combustibles fossiles.** Si l'accès au pétrole devient moins fiable, cela incitera encore plus les alliés des États-Unis à **accélérer leur propre transition vers les énergies renouvelables.**

Une administration à la recherche d'une doctrine

Les doctrines présidentielles ont toujours présenté différentes manières de préserver la puissance mondiale des États-Unis. La doctrine Nixon visait à protéger les alliés. Carter a promis de défendre les intérêts nationaux des États-Unis dans le golfe Persique. Reagan a promis de repousser l'Union soviétique dans le monde entier. George W. Bush a mis l'accent sur l'action militaire unilatérale des États-Unis. Trump n'a cessé de parler de "rendre l'Amérique grande à nouveau".

Joe Biden a l'occasion d'adopter un tout autre type de doctrine. Il devrait rendre explicite ce qui est maintenant implicite dans ses décrets, à savoir que la durabilité environnementale sera dorénavant le test décisif majeur de la politique étrangère américaine. Si cela se produit, ce sera la première fois qu'une doctrine présidentielle se concentre sur le bien de la planète et pas seulement sur le bien des États-Unis.

Je suis sûr que de nombreux retardataires au Congrès, dans l'industrie et dans les médias n'attendent que le "sweater moment" de Biden, une version actualisée du discours télévisé de Jimmy Carter, qui avait tenté d'élever la crise énergétique de la fin des années 1970 au rang de discussion plus large sur la moralité et le malaise. Ils voudront dépeindre Biden comme un opposant vert au travailleur, un mondialiste paumé, un Américain de la dernière heure. Il est donc peut-être préférable pour Biden d'éviter les grandes déclarations doctrinales pour le moment et de se concentrer sur la politique étrangère des États-Unis, question par question.

Le sort des États-Unis n'a jamais été aussi lié - sur le plan viral, environnemental, économique et existentiel - au sort du reste du monde. En tant que tel, il n'y a pas eu de meilleur moment pour un président américain non seulement pour regarder la planète différemment, mais aussi pour ~~se joindre aux autres pays afin de la rendre plus verte.~~

▲ RETOUR ▲

Fukushima souffle ses 10 bougies

Laurent Horvath Publié le 11 mars 2021.



Il y a 10 ans, la centrale nucléaire de Fukushima Daichi fut terrassée par un tsunami. Le tremblement de terre coupa l'électricité et les générateurs noyés sous l'eau ne purent répondre à leur mission. Sans système informatique et sans électricité, les 3 réacteurs en service partirent dans un processus de désintégration et de fonte du combustible nucléaire. Les explosions causées par l'accumulation d'hydrogène devinrent le symbole de cette catastrophe nucléaire.

Depuis, Tepco, le propriétaire de la centrale et le gouvernement japonais se débattent avec cette bête qui se meurt à petit feu mais qui ne rend pas les armes. Initialement, 40 années étaient prévues pour décommissionner les 3 réacteurs. Aujourd'hui, 50 à 60 années semblent plus réaliste selon la Japan Atomic Energy Commission.

Après la catastrophe, les coûts avaient été estimés à \$ 101 milliards \$. En 2021, elles dépassent les 200 milliards \$.

Le casse-tête du combustible nucléaire fondu

En décembre dernier, Tepco a déclaré que les travaux visant à retirer le combustible nucléaire fondu des trois réacteurs seraient retardés et reportés en 2022, voir après. Le corium émet encore des niveaux de radiations extrêmes qui empêchent toujours des robots de s'en approcher.

Ainsi entre 800 et 900 tonnes de combustibles se trouvent dans les sous-sols des réacteurs 1, 2 et 3, et au total, 7,6 millions de tonnes de déchets radioactifs devront être retirés et traités.

Certains pensent qu'il sera impossible de retirer ce combustible alors qu'il doit être systématiquement refroidi avec de l'eau. En décembre dernier, la Nuclear Regulation Authority a relevé des niveaux de 10 sieverts/heure proche des réacteurs 2 et 3 soit une dose mortelle après une heure. Ces radiations ne facilite pas la tâche pour décommissionner les réacteurs.

Un sarcophage du style de Tchernobyl est évoqué, même si l'eau utilisée continue de fuiter dans le Pacifique.

1 million de tonnes d'eau contaminée

Pour refroidir les 3 réacteurs, Tepco utilise des tonnes d'eau. Comme il n'est pas possible de la traiter et de retirer les composants radioactives, elle s'entasse dans des centaines de réservoirs.

Le gouvernement avait prévu de vidanger cette eau et de la diluer dans le Pacifique après les Jeux Olympiques de 2020. Mais les protestations internationales, dont celle de la Corée du Sud, ont remis cette stratégie sur la table. Cependant pour des raisons de coûts et de manque de la place, une solution devra être trouvée bien que le Pacifique semble la seule option financièrement possible.



Des centaines de réservoirs, qui contiennent de l'eau radioactive, s'entassent dans la centrale de Fukushima

La population ne revient pas

20 millions de m² de terres contaminées ont été retirées afin de décontaminer les villes autour de la centrale avec l'objectif de repeupler la région. Mais même avec cette entreprise gigantesque, les sols n'arrivent pas à se débarrasser de ces niveaux de radiation.

Sur les 36'000 personnes évacuées, seules 22% sont revenues. Principalement des personnes âgées, qui sont revenues dans leur maison. Les familles et les enfants ne sont pas du voyage. Lire la touchante histoire [Naoto Matsumara, Le dernier homme de Fukushima. L'homme césium resté pour s'occuper des animaux abandonnés.](#) J'avais eu le privilège de le rencontrer lors de sa visite à Lausanne en 2014.

Un décompte des morts très difficile

L'organisation Mondiale de la Santé, entité qui dépend directement de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, n'a pas dénombré de victimes des radiations nucléaires à Fukushima.

Cependant, 200 liquidateurs, qui ont travaillé sur le site après la catastrophe, sont morts de "mauvaises grippes". En 2015, le gouvernement japonais a finalement reconnu la mort d'un employé et en septembre 2018, d'un autre liquidateur de 50 ans, décédé d'un cancer des poumons.

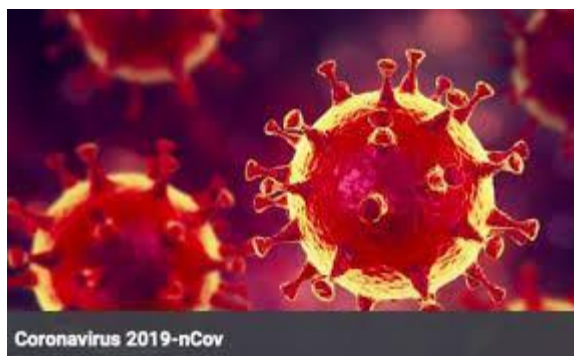
A ce jour, 202 enfants ont développé un cancer de la thyroïde, phénomène connu suite à une exposition à des radiations. Cependant, l'Organisation Mondiale de la Santé rechigne à relier leurs cancers et l'accident nucléaire.

Ils étaient 103 en 2014 et 57 avaient été opérés. [Lire Fukushima : 103 enfants atteints d'un cancer](#) (25 août 2014)

▲ RETOUR ▲

Le confinement de trop?

Publié le [18 mars 2021](#) par [maxime tandonnet](#)



[On ne sait pas trop. La France est en sursis, l'Ile de France, comme suspendue au bon-vouloir du prince.](#) Il serait question d'un reconfinement le WE ou d'avancer à 17H le couvre-feu. Quelle est la logique? Empoisonner la vie quotidienne des Français pour donner le sentiment de fermeté face au covid-19, l'illusion de l'action. Les gens souffrent, ils sont malheureux. Le désespoir engendré par les contraintes bureaucratiques est censé recouvrir d'un voile pudique l'inefficacité, l'échec, la débâcle (masques, tests, places en hôpital, vaccination, etc). Vous souffrez de nos décisions: donc nous agissons pour votre bien. La politique du coup de menton est en train de dévaster la France. Il est monstrueux que les moyens de réanimation n'aient quasiment pas augmenté un an après le début de la crise. Les scientifiques de « plateau » qui passent leurs journées à gémir sur le manque de moyens et à réclamer des mesures autoritaires feraient mieux de se mettre au travail. Dans la Grande Guerre, quand il fallait soigner des dizaines de milliers de blessés, la nation savait redéployer ses moyens en quelques heures. Aujourd'hui la France est comme paralysée, par la peur, la lâcheté et l'incompétence. Le nombre de morts attribués au covid19 ne cesse de baisser (240 hier, contre 4 fois plus il y a un an). Mais cette donnée est évacuée de leurs indicateurs technocratiques par lesquelles ils soumettent le pays. Comme le prouvent la plupart

des études récentes, le confinement est strictement inutile voir contre-productif: l'épidémie se propage dans les lieux confinés et pas à l'extérieur. Aujourd'hui, il paraît inconcevable d'organiser à grande échelle la ruine d'une partie de la population (restaurateurs, commerçants, gens du spectacle), la désespoir et le saccage de toute une jeunesse menée comme un troupeau à une grande dépression collective, et l'effondrement d'une nation par le durcissement de mesures bureaucratiques et liberticides qui n'ont seulement ne servent strictement à rien mais probablement comportent le risque d'amplifier l'épidémie. De tout cœur, je souhaite que ce qui reste de raison et d'intelligence dans ce pays finisse par prévaloir.

▲ RETOUR ▲

La politique est une rue à trois sens

Par Tom Lewis | 17 mars 2021

Une fois que vous avez accepté que la politique est une rue à trois voies, cela devient plus facile.



Beaucoup trop de temps est perdu, par les candidats aux élections, par les experts, par les affiches sur Facebook et surtout par l'administration Biden, à essayer de trouver comment changer l'esprit des partisans de Trump. Je pourrais faire de cet essai le plus court des annales en disant simplement "vous ne pouvez pas changer ce que vous n'avez pas" et en rentrant chez moi, mais j'ai un point plus sérieux.

Ces orateurs, presque sans exception, présentent leurs arguments comme s'il n'y avait que deux types d'électeurs en Amérique - les démocrates de gauche et les républicains de droite. Ces groupes se détestent et sont presque partout de la même taille, il s'ensuit donc que le moyen de gagner une élection est de persuader certains d'"eux" de voter avec "nous". Ces derniers temps, j'ai rencontré un bon nombre de campagnes qui considéraient cela comme leur travail. Elles ont perdu. Comme toute campagne ainsi organisée.

Car voici la réalité que je connais bien : dans chaque juridiction politique (circonscription, comté ou État) que j'ai analysée à des fins politiques depuis que j'ai commencé à le faire en 1965, le profil des électeurs inscrits était, approximativement, un tiers de républicains, un tiers de démocrates et un tiers d'autres (indépendants, tiers partis, peu importe).

Je vois à vos sourcils que vous ne me croyez pas. Vous pouvez vérifier sur le site Web de votre secrétaire d'État. Aujourd'hui, en Virginie occidentale, l'électorat inscrit est composé de 36 % de démocrates, 37 % de républicains et 27 % d'autres partis. Regardez n'importe quel comté, n'importe quel État, dans n'importe quelle période moderne, et à quelques exceptions près, vous trouverez la même chose.

Ces données suggèrent une approche totalement différente des campagnes que l'idée qu'il n'y a que deux types d'électeurs. Ces données suggèrent que tout candidat, quel que soit son parti, a dès le départ une très bonne chance d'obtenir le vote de son parti et une chance décente d'obtenir le vote des électeurs indépendants/non engagés/ne pouvant pas gagner par eux-mêmes. Il s'ensuit que les ressources de la campagne, c'est-à-dire son

temps et son argent, doivent être allouées en premier lieu à l'information complète de la base du parti sur la campagne et à la création de liens avec elle, puis à la sensibilisation des électeurs non engagés, à leur information et à la création de liens avec eux. Et s'il reste de l'argent ou du temps à la fin de la journée, sortez si vous le devez et discutez inutilement avec un membre de l'autre parti.

La deuxième plus grande perte de temps dans notre politique actuelle, après le changement d'esprit, est le bipartisme. Tout d'abord, le bipartisme n'existe pas. C'est une chimère, un oxymore d'un mot. L'idée que tout politicien moderne place le bien-être de ses électeurs au-dessus de sa propre victoire partisane aux prochaines élections est tout simplement absurde. Cela ne veut pas dire qu'un moyen efficace mais sous-utilisé de gagner les prochaines élections est d'être un législateur bon et sensible offrant aux gens des améliorations tangibles dans leur vie. Mais en coopérant ouvertement avec l'autre parti ? Jamais.

Si vous participez à une partie de poker avec des inconnus dans un saloon mal famé, vous ne vous rendez pas sympathique à vos adversaires en les laissant regarder vos cartes ; vous favorisez votre propre appauvrissement. Les démocrates, après avoir quitté d'innombrables tables de jeu en ne portant que leurs sous-vêtements, ont finalement compris cela.

L'administration Biden, et c'est tout à son honneur, parle du bipartisme du bout des lèvres, exactement comme les adultes parlent du Père Noël en présence de jeunes enfants : comme si cette chose existait, mais sans rien en attendre. Et la campagne de M. Biden a fait du bon travail en restant concentrée sur la base du parti et sur le grand centre non engagé.

Si les démocrates continuent à garder à l'esprit que la politique est une voie à trois sens, ils s'en sortiront bien lors des élections de mi-mandat, tandis que les républicains poursuivront leur auto-immolation. Mais s'ils se concentrent sur le changement de mentalité, ils perdront notre temps, qui est en train de s'épuiser de toutes les manières possibles.

▲ RETOUR ▲

Notre système mondial de Ponzi

Lester Brown Post Carbon Institute

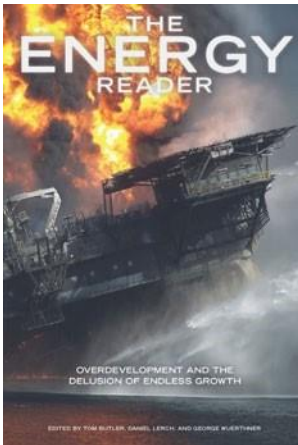


La biomasse collectée localement, y compris la bouse de chameau [dans des paniers], est le principal combustible dans de nombreuses régions de l'Inde. Photo : Brett Cole.

À propos de l'auteur :

LESTER BROWN, fondateur et président de l'Earth Policy Institute, est l'auteur ou le coauteur d'une cinquantaine d'ouvrages. Il a reçu de nombreux prix et récompenses, dont 25 diplômes honorifiques, une bourse MacArthur, le prix de l'environnement des Nations unies, la médaille d'or du World Wide Fund for Nature, le prix Blue Planet et le prix Borgström décerné par l'Académie royale suédoise de l'agriculture et de la sylviculture. Il a fondé le Worldwatch Institute en 1974 et lancé sa série respectée de documents de recherche et de rapports annuels sur l'état de l'environnement mondial.

"Our Global Ponzi Economy" a été adapté de Plan B 4.0 : Mobilizing to Save Civilization ; © 2009 par Lester R. Brown, utilisé avec la permission de l'auteur et de W.W. Norton & Company.



Cette publication est un chapitre extrait de The Energy Reader : Overdevelopment and the Delusion of Endless Growth, Tom Butler, Daniel Lerch, and George Wuerthner, eds. (Healdsburg, CA : Watershed Media, 2012). The Energy Reader est copyright © 2012 par la Foundation for Deep Ecology, et publié en collaboration avec Watershed Media et Post Carbon Institute.

Pour d'autres extraits, l'autorisation de réimpression et l'achat, visitez energy-reality.org ou contactez Post Carbon Institute.

* * * * *

Puisque les principaux conseillers du gouvernement sont des économistes, nous avons besoin soit d'économistes capables de penser comme des écologistes, soit de conseillers plus écologiques. Sinon, le comportement du marché - y compris son incapacité à inclure les coûts indirects des biens et services, à valoriser les services de la nature, et à respecter les seuils de rendement durable - entraînera la destruction des systèmes de soutien naturels de l'économie, et notre système de Ponzi mondial s'effondrera.

Notre économie mondiale mal gérée aujourd'hui présente de nombreuses caractéristiques d'une chaîne de Ponzi. Une chaîne de Ponzi prend les paiements d'une large base d'investisseurs et les utilise pour payer les retours. Il crée l'illusion qu'il fournit un taux de rendement très attractif sur l'investissement grâce à des décisions d'investissement avisées, alors qu'en fait ces gains irrésistibles sont en partie le résultat de la consommation de la base d'actifs elle-même. Un fonds d'investissement de type Ponzi ne peut durer que tant que le flux de nouveaux investissements est suffisant pour maintenir les taux de rendement élevés versés aux investisseurs précédents. Lorsque cela n'est plus possible, le système s'effondre, comme l'a fait le fonds d'investissement de 65 milliards de dollars de Bernard Madoff en décembre 2008.

Bien que le fonctionnement de l'économie mondiale et celui d'un système d'investissement Ponzi ne soient pas entièrement analogues, il existe des parallèles troublants. En 1950 environ, l'économie mondiale vivait plus ou moins selon ses moyens, ne consommant que le rendement durable, l'intérêt des systèmes naturels qui la soutiennent. Mais lorsque l'économie a doublé, puis doublé à nouveau, et encore une fois, se multipliant par huit, elle a commencé à dépasser les rendements durables et à consommer la base d'actifs elle-même.

Dans une étude publiée en 2002 par l'Académie nationale des sciences des États-Unis, une équipe de scientifiques a conclu que les demandes collectives de l'humanité ont commencé à dépasser la capacité de régénération de la Terre vers 1980. En 2009, les besoins mondiaux des systèmes naturels dépassent de près de

30 % leur capacité de production durable. Cela signifie que nous répondons aux demandes actuelles en partie en consommant les actifs naturels de la Terre, ce qui prépare le terrain pour un éventuel effondrement de type Ponzi lorsque ces actifs seront épuisés.

À la mi-2009, la quasi-totalité des principaux aquifères du monde étaient surexploités. Nous avons plus d'eau d'irrigation qu'avant le début du pompage excessif, à la manière d'un Ponzi. Nous avons l'impression que l'agriculture se porte très bien, mais la réalité est qu'environ 400 millions de personnes sont aujourd'hui nourries par le surpompage, un processus qui est par définition à court terme. Avec l'épuisement des aquifères, cette bulle alimentaire à base d'eau est sur le point d'éclater.

Une situation similaire existe avec la fonte des glaciers de montagne. Lorsque les glaciers commencent à fondre, les débits des rivières et des canaux d'irrigation qu'ils alimentent sont plus importants qu'avant le début de la fonte. Mais à partir d'un certain point, à mesure que les petits glaciers disparaissent et que les plus grands rétrécissent, la quantité de glace fondue diminue et le débit des rivières diminue. Nous avons donc deux systèmes de Ponzi basés sur l'eau qui fonctionnent en parallèle dans l'agriculture.

Et il y en a d'autres. La population humaine et le bétail augmentant plus ou moins rapidement, la demande croissante de fourrage finit par dépasser le rendement durable des prairies. En conséquence, l'herbe se détériore, laissant la terre nue, ce qui lui permet de se transformer en désert. Dans ce schéma de Ponzi, les éleveurs sont contraints de compter sur l'aide alimentaire ou ils migrent vers les villes.

Les trois quarts des pêcheries océaniques sont actuellement exploitées au niveau ou au-delà de leur capacité ou se remettent d'une surexploitation. Si nous continuons à agir comme si de rien n'était, bon nombre de ces pêcheries s'effondreront. La surpêche, définie simplement, signifie que nous prélevons des poissons dans les océans plus vite qu'ils ne peuvent se reproduire. La pêche à la morue au large des côtes de Terre-Neuve, au Canada, est un excellent exemple de ce qui peut arriver. Longtemps l'une des pêcheries les plus productives du monde, elle s'est effondrée au début des années 1990 et pourrait ne jamais se rétablir.

Paul Hawken, auteur de *Blessed Unrest*, le dit bien : "Actuellement, nous volons l'avenir, le vendons au présent et l'appelons produit intérieur brut. Nous pouvons tout aussi bien avoir une économie basée sur la guérison de l'avenir au lieu de le voler. Nous pouvons soit créer des actifs pour l'avenir, soit prendre les actifs de l'avenir. L'un s'appelle restauration et l'autre exploitation". La grande question qui se pose est la suivante : si nous continuons à faire comme si de rien n'était, à pomper, à paître, à labourer, à pêcher et à surcharger l'atmosphère de dioxyde de carbone, combien de temps faudra-t-il avant que l'économie de Ponzi ne s'effiloche et ne s'effondre ? Personne ne le sait. Notre civilisation industrielle n'est jamais passée par là.

Contrairement à la chaîne de Ponzi de Bernard Madoff, qui a été mise en place en sachant qu'elle finirait par s'effondrer, notre économie mondiale de Ponzi n'était pas destinée à s'effondrer. Elle est sur la voie de la collision à cause des forces du marché, des incitations perverses et des mesures du progrès mal choisies.

En plus de consommer notre base d'actifs, nous avons mis au point des techniques astucieuses pour ne pas comptabiliser les coûts, un peu comme l'a fait, il y a quelques années, Enron, la compagnie d'énergie texane en faillite. Par exemple, lorsque nous utilisons de l'électricité provenant d'une centrale au charbon, nous recevons une facture mensuelle du service public local. Cette facture comprend le coût de l'extraction du charbon, de son transport jusqu'à la centrale, de sa combustion, de la production d'électricité et de la livraison de l'électricité à nos foyers. Elle n'inclut cependant pas les coûts du changement climatique causé par la combustion du charbon. Cette facture viendra plus tard, et elle sera probablement remise à nos enfants. Malheureusement pour eux, leur facture pour notre consommation de charbon sera encore plus élevée que la nôtre.

Lorsque Sir Nicholas Stern, ancien économiste en chef de la Banque mondiale, a publié en 2006 son étude révolutionnaire sur les coûts futurs du changement climatique, il a parlé d'une défaillance massive du marché. Il faisait référence à l'incapacité du marché à intégrer les coûts du changement climatique dans le prix des combustibles fossiles. Selon Stern, ces coûts se chiffrent en milliers de milliards de dollars. La différence entre

les prix du marché pour les combustibles fossiles et un prix honnête qui intègre également leurs coûts environnementaux pour la société est énorme.

En tant que décideurs économiques, nous dépendons tous des informations du marché pour nous guider, mais le marché nous donne des informations incomplètes et, par conséquent, nous prenons de mauvaises décisions. L'un des meilleurs exemples de ce phénomène est celui des États-Unis, où le prix de l'essence à la pompe était d'environ 3 dollars le gallon à la mi-2009. Ce chiffre ne reflète que le coût de la découverte du pétrole, de son pompage à la surface, de son raffinage en essence et de la livraison de l'essence aux stations-service. Il ne tient pas compte des coûts du changement climatique, ni des subventions fiscales accordées à l'industrie pétrolière, des coûts militaires croissants liés à la protection de l'accès au pétrole dans un Moyen-Orient politiquement instable, ni des coûts de santé liés au traitement des maladies respiratoires dues à la pollution de l'air. Ces coûts indirects s'élèvent aujourd'hui à quelque 12 dollars par gallon. En réalité, brûler de l'essence est très coûteux, mais le marché nous dit qu'elle est bon marché.

Le marché ne respecte pas non plus la capacité de charge des systèmes naturels. Par exemple, si une pêcherie est continuellement surexploitée, les prises finiront par diminuer et les prix par augmenter, ce qui encouragera encore plus d'investissements dans les chalutiers. Le résultat inévitable est un déclin précipité des prises et l'effondrement de la pêcherie.

Aujourd'hui, nous avons besoin d'une vision réaliste de la relation entre l'économie et l'environnement. Nous avons également besoin, plus que jamais, de dirigeants politiques capables d'avoir une vue d'ensemble. Et puisque les principaux conseillers du gouvernement sont des économistes, nous avons besoin soit d'économistes capables de penser comme des écologistes, soit de conseillers plus écologiques. Sinon, le comportement du marché - y compris son incapacité à inclure les coûts indirects des biens et des services, à valoriser les services de la nature et à respecter les seuils de rendement durable - entraînera la destruction des systèmes de soutien naturels de l'économie, et notre chaîne de Ponzi mondiale s'effondrera.

Nous avons atteint un point de crise en matière d'énergie... Le problème essentiel n'est pas seulement que nous exploitons les mauvaises sources d'énergie (bien que nous le fassions), ou que nous gaspillons et sommes inefficaces (bien que nous le fassions), mais que nous sommes surpuissants, et que nous surmontons la nature.

- Extrait de l'introduction, par Richard Heinberg

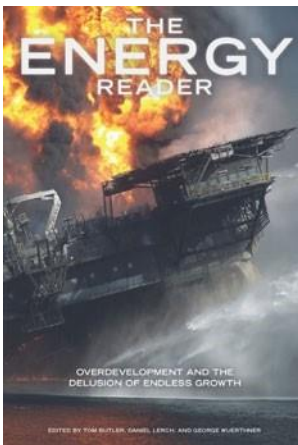
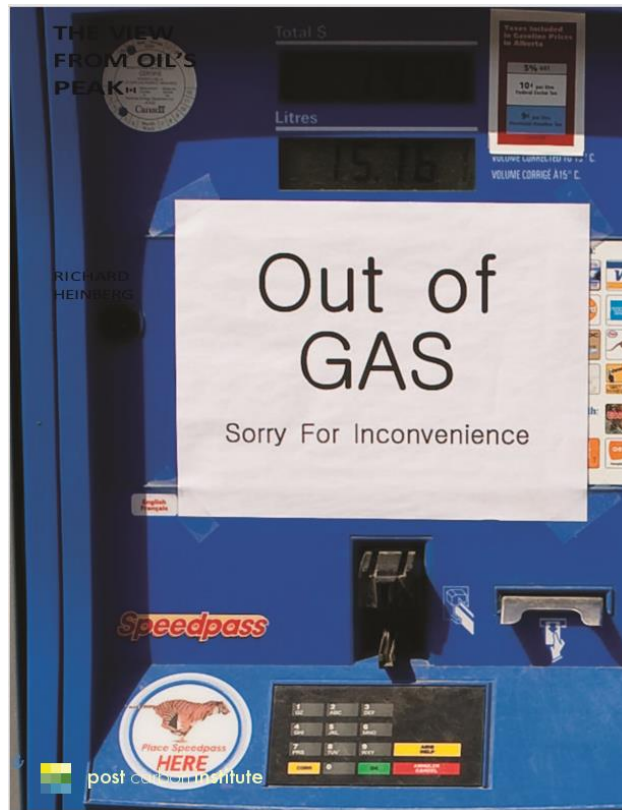
▲ RETOUR ▲

Le point de vue du pic pétrolier

Richard Heinberg

À propos de l'auteur

Richard Heinberg est senior fellow-in-residence au Post Carbon Institute et est largement considéré comme l'un des plus grands spécialistes mondiaux du pic pétrolier. Il a écrit des dizaines d'essais et d'articles pour un large éventail de périodiques populaires et universitaires, et il est l'auteur de dix livres, dont *The End of Growth : Adapting to Our New Economic Reality*, *Powerdown : Options and Actions for a Post-Carbon World*, et *The Party's Over : Oil, War and the Fate of Industrial Societies*.



Cette publication est un chapitre extrait de The Energy Reader : Overdevelopment and the Delusion of Endless Growth, Tom Butler, Daniel Lerch, and George Wuerthner, eds. (Healdsburg, CA : Watershed Media, 2012). The Energy Reader est copyright © 2012 par la Foundation for Deep Ecology, et publié en collaboration avec Watershed Media et Post Carbon Institute.

Pour d'autres extraits, l'autorisation de réimpression et l'achat, visitez energy-reality.org ou contactez Post Carbon Institute.

* * * * *

Le "pic pétrolier", c'est-à-dire le moment où l'extraction du pétrole atteint son maximum et entame un déclin inévitable, est peut-être proche, et les conséquences risquent d'être dévastatrices pour les sociétés habituées aux combustibles fossiles abondants et bon marché. Le pétrole est la ressource énergétique la plus précieuse et la plus importante au monde. Il n'existe pas de substitut immédiat, et il faudra des décennies pour que les sociétés s'en sevrant. Le pic pétrolier pourrait donc constituer le plus grand défi économique depuis l'aube de la révolution industrielle.

Du cours de la dernière décennie, un nombre croissant d'analystes de l'énergie ont mis en garde contre l'approche du "pic pétrolier", lorsque le taux mondial d'extraction du pétrole atteindra son maximum et commencera son inévitable déclin. Si les experts ne s'accordent pas sur le moment où cela se produira, ils ne s'accordent pas sur la question de savoir si c'est le cas. Le pic mondial n'est que le résultat cumulé des pics de production dans les différents champs pétrolifères et dans les pays producteurs de pétrole. Le pic national le plus important s'est produit aux États-Unis en 1970. À cette époque, l'Amérique produisait 9,5 millions de barils

par jour (mbd) de pétrole ; le chiffre actuel est inférieur à 6 mbd. Alors qu'à une époque, les États-Unis étaient le premier pays exportateur de pétrole au monde, ils sont aujourd'hui le premier importateur mondial.

L'exemple des États-Unis aide à évaluer les perspectives de retarder le pic mondial. Après 1970, les efforts d'exploration ont permis d'identifier deux énormes nouvelles provinces pétrolières américaines : le versant nord de l'Alaska et le golfe du Mexique. Entre-temps, les biocarburants (principalement l'éthanol) ont commencé à compléter le pétrole brut. Par ailleurs, les améliorations apportées à la technologie de récupération du pétrole ont permis d'augmenter la proportion de pétrole pouvant être extraite des champs existants. Telles sont les stratégies (exploration, substitution et améliorations technologiques) sur lesquelles l'industrie de l'énergie compte pour retarder le pic de production mondial ou pour en atténuer l'impact. Aux États-Unis, chacune de ces stratégies a fait la différence, mais pas assez pour inverser, pour plus de quelques années de temps à autre, une tendance à la baisse de la production qui dure depuis quarante ans. La situation pour l'ensemble du monde sera probablement similaire.

Le pic mondial est-il proche ? Aujourd'hui, la plupart des pays producteurs de pétrole voient leur production diminuer. Dans certains cas, ces baisses sont dues à un manque d'investissement dans l'exploration et la production, ou à des problèmes de politique intérieure. Mais dans la plupart des cas, le déclin résulte de facteurs géologiques : Si les anciens champs pétrolifères continuent à produire du brut, au-delà d'un certain point, il devient impossible de maintenir des débits maximums. Parallèlement, les taux mondiaux de découverte de nouveaux gisements de pétrole sont en baisse depuis 1964.

Ces deux tendances, à savoir la prépondérance croissante des anciens producteurs et la baisse du taux de réussite de l'exploration, laissent penser que le pic mondial est peut-être proche. Les conséquences du pic pétrolier risquent d'être dévastatrices. Le pétrole est la ressource énergétique la plus importante au monde. Il n'existe pas de substitut immédiat, et il faudra des décennies pour que les sociétés s'en sevrant. Le pic pétrolier pourrait donc constituer le plus grand défi économique depuis l'aube de la révolution industrielle. Pour les décideurs politiques, cinq questions semblent primordiales :

1. Comment les prévisions se maintiennent-elles ?

Alors que des avertissements sur la fin du pétrole ont été lancés dans les années 1920 et même avant, l'étude scientifique de l'épuisement du pétrole a commencé avec les travaux du géophysicien M. King Hubbert, qui a prévu en 1956 que la production américaine atteindrait son pic quelques années après 1970 (en fait, c'était l'année exacte du pic), et qui a ensuite prédit que la production mondiale atteindrait son pic vers l'an 2000.

Peu après la mort de Hubbert en 1989, d'autres scientifiques ont publié leurs propres prévisions concernant le pic mondial. Parmi eux, les géologues pétroliers Colin J. Campbell et Jean Laherrère, dont l'article "The End of Cheap Oil", publié dans Scientific American en mars 1998, a déclenché le débat contemporain sur le pic pétrolier. Au cours de la décennie suivante, les publications ont proliféré, notamment des dizaines de livres, de nombreux articles évalués par des pairs, des sites web et des documentaires cinématographiques.

La plupart des dates de pic mondial prévues par les experts en énergie au cours des dernières années se situent dans la décennie 2005-2015.¹ A l'opposé de ces prévisions, IHS CERA, une importante société de conseil en énergie, a publié des rapports prévoyant qu'il n'y aurait pas de pic avant 2030.

Les événements se déroulent-ils de manière à soutenir les prévisions de pic proche ou de pic lointain ? Selon l'Agence internationale de l'énergie, les sept dernières années ont vu des niveaux de production essentiellement stables. Ces années ont également été marquées par des prix du pétrole extrêmement élevés, ce qui aurait dû inciter fortement à augmenter la production. Le fait que la production réelle de pétrole brut n'ait pas augmenté de manière substantielle au cours de cette période suggère fortement que l'industrie pétrolière est proche ou a atteint ses limites de capacité. Il sera impossible de dire avec certitude que la production mondiale de pétrole a atteint son pic avant plusieurs années. Mais l'idée qu'elle a peut-être déjà atteint son maximum effectif doit être

prise au sérieux par les décideurs.

2. Qu'en est-il des autres sources d'énergie à base d'hydrocarbures ?

Si le pétrole devient plus rare et moins abordable, il serait logique de le remplacer par d'autres sources d'énergie, en commençant par celles qui présentent des caractéristiques similaires - comme les hydrocarbures alternatifs. Il existe de très grandes quantités de ressources totales en hydrocarbures ; cependant, chacune d'entre elles est soumise à des limites de diverses natures. Le bitume (souvent appelé "sables pétrolifères" ou "sables bitumineux"), le kérogène (parfois appelé "schiste bitumineux") et l'huile de schiste (huile contenue dans des roches à faible porosité qui nécessite un forage horizontal et une fracturation hydraulique pour être récupérée) ne présentent pas les caractéristiques économiques du pétrole brut ordinaire, étant plus coûteux à produire, offrant un retour sur investissement énergétique beaucoup plus faible et comportant des risques environnementaux plus importants. La production de ces sources peut augmenter, mais il est peu probable qu'elle compense les déclin du pétrole brut classique au fil du temps.

On considère généralement que le charbon existe en quantités presque inépuisables. Il pourrait être utilisé pour produire de nouvelles quantités importantes d'électricité (les transports électriques remplaçant les voitures, camions et trains fonctionnant au pétrole) et il peut être transformé en carburant liquide. Cependant, des études récentes ont montré que les réserves mondiales de charbon ont été fortement surestimées. Par ailleurs, la croissance spectaculaire de la consommation de charbon en Chine garantit pratiquement la hausse des prix du charbon dans le monde, ce qui rend les projets de transformation du charbon en liquide peu pratiques.

Le gaz naturel est souvent présenté comme un substitut potentiel du pétrole et du charbon. Cependant, la production de gaz conventionnel aux États-Unis est en déclin. La production de gaz non conventionnel par fracturation hydraulique ("fracking") permet d'augmenter l'offre à court terme, mais cette nouvelle méthode de production est coûteuse et comporte de sérieux risques pour l'environnement ; en outre, les puits de gaz fracturés s'épuisent rapidement, ce qui nécessite des taux de forage très élevés.

Ainsi, s'il existe en principe plusieurs sources d'hydrocarbures alternatives capables de se substituer au pétrole brut conventionnel, toutes souffrent de problèmes de qualité et/ou de coût.

3. Que pourrait-il se passer au cours des prochaines décennies en l'absence de politiques visant à remédier au pic pétrolier ?

Les conséquences probables du pic pétrolier ont été analysées en détail dans le rapport "Peaking of World Oil Production : Impacts, Mitigation, and Risk Management" (également connu sous le nom de rapport Hirsch), commandé par le ministère américain de l'énergie et publié en 2005.³ Ce rapport prévoit des impacts sociaux, économiques et politiques "sans précédent" si des efforts ne sont pas entrepris, à l'échelle d'un "programme d'urgence" et en commençant au moins une décennie avant le pic, pour réduire la demande de pétrole et lancer la production à grande échelle de carburants alternatifs.

Il est clair que le niveau d'impact dépendra en partie de facteurs qui peuvent être influencés par la politique. Un facteur qui pourrait ne pas être influençable par les politiques est la rapidité du taux de déclin de la production mondiale de pétrole après le pic. Le rapport Hirsch a simplement supposé un déclin de 2 % par an. Au cours des premières années suivant le pic, le déclin réel peut être plus faible. Ce taux peut augmenter à mesure que les déclin des champs existants s'accumulent et s'accélèrent.

Cependant, pour certaines nations, la situation pourrait être bien pire, car la capacité d'exportation de pétrole disponible se contractera presque certainement plus rapidement que la production totale de pétrole. Chaque pays exportateur de pétrole consomme également du pétrole, et la demande intérieure est généralement satisfaite avant que le pétrole ne soit exporté. La demande intérieure de pétrole augmente dans la plupart des pays producteurs de pétrole ; par conséquent, la quantité nette disponible pour l'exportation diminue même dans

certaines pays dont la production globale est stable. Les nations qui sont de grands importateurs de pétrole, comme les États-Unis, la Chine et de nombreuses nations européennes, ressentiront fortement les effets d'une forte baisse de la quantité de pétrole disponible sur le marché de l'exportation.

Les prix élevés et les pénuries réelles auront un impact dramatique sur les économies nationales de plusieurs façons. Le système de transport mondial est presque entièrement dépendant du pétrole - non seulement les voitures particulières, mais aussi les camions, les navires, les locomotives diesel et toute l'industrie du transport aérien de passagers et de marchandises. Les prix élevés des carburants affecteront donc des économies entières, car les voyages deviendront plus chers et les fabricants et les détaillants seront obligés d'absorber les coûts de transport plus élevés.

L'agriculture industrielle conventionnelle est également très dépendante du pétrole, car les machines agricoles modernes fonctionnent avec des produits pétroliers et le pétrole est nécessaire pour le transport des intrants et des produits agricoles. Le pétrole fournit également la matière première nécessaire à la fabrication des pesticides. Selon une étude, environ sept calories d'énergie fossile sont nécessaires pour produire chaque calorie d'énergie alimentaire livrée dans les systèmes alimentaires industriels modernes.⁴ Avec la prolifération mondiale du système d'agriculture chimique industrielle, les produits de ce système sont désormais également commercialisés à l'échelle mondiale, ce qui permet aux régions d'accueillir des populations humaines plus importantes que les ressources locales ne pourraient le faire à elles seules. Ces systèmes de distribution et de commerce mondiaux reposent également sur le pétrole. Aux États-Unis, la distance moyenne pour le transport des aliments est désormais estimée à 1 546 miles.⁵ Les prix élevés et les pénuries de carburant se traduisent donc par une augmentation des prix des aliments et des pénuries alimentaires potentielles.

Une partie minime mais cruciale du pétrole consommé dans le monde sert à la fabrication de plastiques et de produits chimiques. L'éthylène, le propylène et le butadiène comptent parmi les composants pétrochimiques les plus courants de notre monde industriel. Le traitement ultérieur de ces trois produits chimiques permet de fabriquer des produits aussi courants et divers que des désinfectants, des solvants, des antigels, des réfrigérants, des lubrifiants, des fluides caloporteurs et, bien sûr, des plastiques, qui sont utilisés dans tous les domaines, des matériaux de construction aux emballages, en passant par les vêtements et les jouets. Les futurs problèmes d'approvisionnement en pétrole affecteront toute la chaîne des produits industriels qui incorporent des produits pétrochimiques.

Les répercussions économiques sur le transport, le commerce, la fabrication et l'agriculture entraîneront à leur tour des tensions sociales internes dans les pays importateurs. Dans les pays exportateurs, la valeur croissante des réserves de pétrole restantes exacerbera les rivalités entre les factions politiques qui se disputent le contrôle de cette source de richesse. La concurrence accrue entre les nations consommatrices pour le contrôle des flux d'exportation, et entre les nations importatrices et les exportateurs pour les contrats et les pipelines, pourrait conduire à des conflits internationaux. Aucun de ces effets n'est susceptible d'être transitoire. La crise du pic pétrolier ne sera pas résolue en quelques mois, ni même en quelques années. Des décennies seront nécessaires pour réorganiser les économies modernes afin qu'elles puissent fonctionner avec un approvisionnement en pétrole en déclin perpétuel.

4. Comment le monde réagit-il ?

En 1998, les décideurs politiques n'avaient pratiquement aucune conscience du problème du pic pétrolier. Aujourd'hui, il existe des groupes de réflexion sur le pic pétrolier au sein du Congrès américain et du Parlement britannique, et les membres du gouvernement de nombreux autres pays sont très conscients de la situation. Des rapports gouvernementaux ont été publiés dans plusieurs pays.⁶ Certaines villes ont entrepris d'évaluer les vulnérabilités de l'approvisionnement en pétrole et ont commencé à déployer des efforts pour réduire leur exposition.⁷ Quelques organisations non gouvernementales (ONG) ont été créées dans le but d'alerter les gouvernements à tous les niveaux sur le problème et de contribuer à l'élaboration de réponses politiques sensées - notamment l'Association for the Study of Peak Oil and Gas (ASPO) et le Post Carbon Institute. De plus, dans

plusieurs pays, des initiatives de base ont été mises en place pour permettre aux citoyens de participer à l'élaboration de stratégies locales pour faire face aux conséquences probables du pic pétrolier.

Malheureusement, cette réponse est tout à fait insuffisante face à l'ampleur du défi. En outre, les politiques mises en œuvre sont souvent inefficaces. Les efforts visant à développer des sources d'électricité renouvelables sont nécessaires pour faire face au changement climatique ; toutefois, ils ne contribueront guère à résoudre la crise du pic pétrolier, car une très petite partie du secteur des transports utilise actuellement de l'électricité qui pourrait être fournie par l'énergie solaire, éolienne ou d'autres nouvelles sources d'électricité. Les biocarburants font l'objet d'une controverse croissante liée aux problèmes écologiques, au déplacement de la production alimentaire et à la faible efficacité énergétique ; même dans le meilleur des cas, il est peu probable qu'ils compensent plus qu'un faible pourcentage de la consommation actuelle de pétrole.

5. Quelle serait une réponse efficace ?

Une façon d'éviter ou d'atténuer les effets du pic pétrolier serait de mettre en œuvre un accord mondial visant à réduire de manière proactive l'utilisation du pétrole (en fait, une réduction de la demande) avant la pénurie réelle. La fixation d'un objectif obligatoire audacieux mais réaliste de réduction de la demande réduirait la volatilité des prix, faciliterait la préparation et la planification et réduirait la concurrence internationale pour les réserves restantes. Une proposition allant dans ce sens a été avancée par le physicien Albert Bartlett en 1986, et une proposition similaire par le géologue pétrolier Colin Campbell en 1998 ; la proposition de Campbell a fait l'objet du livre *The Oil Depletion Protocol : A Plan to Avert Oil Wars, Terrorism and Economic Collapse*.⁸ Afin d'obtenir le soutien du public pour de tels efforts, les gouvernements devraient consacrer des ressources importantes aux campagnes d'éducation. En outre, une planification et des investissements publics seraient nécessaires dans les secteurs des transports, de l'agriculture et des industries chimiques et matérielles. Pour chacun de ces secteurs, il existe deux voies stratégiques principales.

Transport

- Concevoir les communautés de manière à réduire les besoins de transport (localiser la production et la distribution des biens, y compris des denrées alimentaires, tout en concevant ou en réaménageant les zones urbaines dans un souci de densité et de diversité) ;
- Promouvoir des alternatives à l'automobile privée et au transport de marchandises par avion et par camion (en élargissant les options de transport public, en créant des incitations à l'utilisation des transports publics et en décourageant l'utilisation de l'automobile). La priorité devrait aller aux options de transport électrifiées, car elles sont les plus efficaces, puis aux options de transport utilisant des carburants alternatifs, et enfin aux options de transport plus efficaces utilisant des carburants pétroliers.

Agriculture

- Maximiser la production locale de denrées alimentaires afin de réduire la vulnérabilité qu'implique un système d'approvisionnement alimentaire basé sur les combustibles fossiles ;
- promouvoir des formes d'agriculture qui utilisent moins de combustibles fossiles.

Matériaux et produits chimiques

- Identifier des matériaux alternatifs issus de sources renouvelables pour remplacer les matériaux issus de la pétrochimie ;
- Trouver des moyens de réduire la quantité de matériaux consommés.

L'épuisement du pétrole présente un ensemble unique de vulnérabilités et de risques. Si les décideurs ne parviennent pas à les comprendre, les nations s'embourberont dans des troubles économiques internes et des conflits externes causés par les pénuries de carburant. Les décideurs politiques peuvent supposer qu'en s'attaquant au dilemme du changement climatique mondial par le biais de plafonds et d'échanges de carbone, ils feraient également le nécessaire pour résoudre le problème de la dépendance à l'égard de l'épuisement du

pétrole. Cette hypothèse pourrait être dangereusement trompeuse.

Les combustibles fossiles ont apporté d'énormes avantages économiques aux sociétés modernes, mais nous prenons aujourd'hui conscience des coûts croissants de notre dépendance à l'égard de ces combustibles. La tâche centrale de l'humanité pour les décennies à venir doit être de mettre fin à sa dépendance au pétrole, au charbon et au gaz naturel afin de faire face à la double crise de l'épuisement des ressources et du changement climatique. Il est certainement juste de dire que la dépendance aux combustibles fossiles constitue un problème systémique d'un type et d'une ampleur qu'aucune société n'a jamais eu à affronter auparavant. Si nous voulons relever ce défi avec succès, nous devons nous engager dans une réflexion systémique qui débouche sur une action soutenue et audacieuse.

CLIMAT, le piège de l'interaction spéculaire

Par biosphere mars 2021



Le parcours démocratique d'une loi climat aurait pu s'arrêter aux 149 mesures issues de la réflexion studieuse (sur plusieurs mois) de la CCC (Convention Citoyenne pour le Climat). Adoptée sans filtre par le législatif, nous aurions évité l'enlisement. Mais la complexité de nos procédures fait qu'avant même les votes par les député et les sénateurs, il faut passer par une « [commission spéciale](#) » chargée de préparer le texte pour les débats à l'Assemblée nationale qui comporte 71 membres et doit examiner 69 articles ainsi que 5000 amendements. Autant dire qu'il n'y a plus de consensus possible, les points de vue ne peuvent qu'être irréconciliables.

D'un côté ceux qui trouvent le texte gouvernemental trop peu ambitieux au regard de l'urgence climatique. En face ceux qui estiment qu'il va trop loin et risque de mettre en danger des secteurs économiques entiers. Les Républicains (LR) demandaient par exemple la suppression de tous les articles encadrant la publicité, et la version opposée souhaitait la reprise mot à mot des propositions de la CCC, annihilant tout travail parlementaire. Du point de vue de la démocratie représentative, il faut rechercher le juste milieu entre personnes arc-boutés sur leurs préjugés, du point de vue des écologistes, on ne peut défendre la liberté de massacrer la planète ! Il n'y a pas de différence, si ce n'est dans les mots, entre organiser la décroissance du secteur aérien et mettre en œuvre sa décarbonation. Mais la nécessaire rupture écologique fait peur aux tenants du *business as usual*, les habitudes mentales empêche la clairvoyance. D'autant plus que les députés ont des réflexes de chapelle, il faut penser comme le groupe pense, qu'on soit d'ailleurs à droite, au centre ou macroniste. C'est ce qu'on appelle l'[interaction spéculaire](#), comme dans un miroir, je fais par mimétisme selon ce que je pense de ce que les autres attendent de moi.

En résumé, il faut [savoir dire non au politiquement correct](#), apprendre à résister aux diktats socio-économiques, décider selon ce qui est conforme au bien commun, assumer la lourde tâche de sauvegarder les intérêts des générations futures et préserver la biodiversité. La démocratie n'existe que si les décideurs agissent au nom des [acteurs absents](#) et non selon l'illusoire défense du moment présent. Une position d'équilibriste à la Macron ne règle ni les enjeux sociaux, ni les enjeux climatiques.

Pour en savoir plus sur la loi « Climat et résilience »

11 mars 2021, [CLIMAT, folle zizanie parmi les ministres](#)

extraits : Le porte-parole de La République en marche (LRM), Jean-Baptiste Moreau, a reproché publiquement à Barbara Pompili de manquer de « loyauté ». Un sentiment largement partagé dans les rangs macronistes : « Le problème, c'est que Barbara donne l'impression de vouloir toujours faire passer ses convictions avant la solidarité gouvernementale »...

10 mars 2021, [CLIMAT, une loi de résilience en zig et zag](#)

extraits : [Examen du projet de loi « climat et résilience »](#), 5 000 amendements ! La lessive et l'essorage vont se faire en même temps au Parlement. Les débats risquent très vite de s'enflammer, des députés LRM ont même déposé des amendements complètement antagonistes. Et nous attendons avec impatience les réactions des transporteurs routiers si l'avantage fiscal sur la taxation du gazole est supprimé. Certains estiment que « Tout l'enjeu, c'est l'acceptabilité sociale des mesures ». Ce sera alors comme pour le Grenelle de l'environnement, une loi au rabais et un climat en folie...

▲ RETOUR ▲

GAME OVER

16 Mars 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND



Le Game over se propage.

"[Stellantis](#)" (il fallait se lever tôt pour trouver un nom si con ! Des champions internationaux !), est en rupture de semi conducteurs.

On assiste à la flambée de [certains cours](#), notamment du blé et des denrées alimentaires.

[Jean qui rit et jean qui pleure](#) dans le commerce alimentaire, justement, en France.

[Toujours commerce alimentaire](#), le juste à temps, plus à temps a coûté gros à la grande distribution. Il n'y a rien de plus ruineux que le juste à temps.

[La politique monétaire](#) n'est pas neutre question production pétrolière, mais il faut mitiger. En effet, si le grand délire de la production de pétrole de "shit" peut se déployer, c'est parce que les USA ont la monnaie de réserve ET la possibilité de tordre certains bras, mais quand on n'a ni l'un ni l'autre, on ne fait simplement pas de pétrole de "shit".

Les soviétiques voulaient pendre, à Nuremberg l'ancien président de la banque centrale. [Dommage qu'ils n'aient pas été écoutés](#) : « Je vous présente Francois Galhau, le gouverneur de la Banque de France, ex PDG usurier de Cetelem, qui veut rassurer les investisseurs en leur promettant une politique monétaire accommodante (l'héroïne monétaire gratuite). C'est le même qui nous culpabilise sur la dette publique ! »

USA : visiblement, la politique d'enrichissement des [cartels mexicains](#) par l'immigration libre, ne fait pas que des heureux, notamment le gouvernement mexicain, et les gouverneurs des états frontaliers. Mais aussi, il faut le reconnaître, pour migrer, il faut dépenser beaucoup d'argent, et là, ce sera pour arriver nulle part, si ce n'est dans un pays en effondrement, dont la monnaie va bientôt servir de PQ. Cela marquera aussi, la mort des cartels mexicains, faute de clients.

Pour ce qui est de l'extérieur tout se confirme dans les manoeuvres. Celles-ci enseignent que les USA et alliés perdent de plus en plus vite contre la Chine et la Russie, [et contre l'Iran](#), ils n'ont même pas eu envie d'essayer. Quand à Israël, le déluge de missiles conventionnels auquel le pays peut s'attendre fera que son arme nucléaire ne lui sera d'aucune utilité, et on parle désormais de 200 000 missiles du Hezbollah, ce qui me semble une estimation basse. Comme Israël et territoires occupés, c'est un timbre poste, ils n'auront sans doute même pas de cibles pour tout tirer...

Ils doivent commencer à se demander ce qu'ils vont faire de toute cette ferraille...

▲ RETOUR ▲





Ce ne sont pas les prix qui augmentent mais la valeur de la monnaie qui baisse !

Au départ, lorsqu'un pays imprime de l'argent pour accroître la prospérité, personne ne remarque qu'elle est illusoire. Après tout, on...



Lors d'une phase finale d'une ère de bulle, beaucoup de sociétés maquillent ou trichent dans leur comptabilité... et la fraude comptable actuelle est endémique !



Dr Mark Skidmore: « Tout le système financier américain est frauduleux et manipulé ! Nous sommes chez Alice au pays des merveilles... cela va très mal terminer ! »

Le professeur d'économie de l'état du Michigan, Mark Skidmore, a révélé il y a trois ans qu'il y avait un...



Dr. Denis Agret: Effets secondaires graves et décès suite aux vaccins anti-Covid !

Le Dr Denis Agret met en lumière les effets secondaires graves ainsi que les décès suite à l'administration des vaccins...

[Lire la suite »](#)

Demain et Demain et Kaboom

James Howard Kunstler 4 mars 2021



Le projet de loi du Sénat comprend également une disposition destinée à éviter des factures d'impôt surprises pour les personnes qui ont perdu leur emploi, en renonçant à l'impôt fédéral sur le revenu pour les premiers 10 200 dollars d'allocations de chômage reçues en 2020 pour les ménages gagnant moins de 150 000 dollars."

-Le New York Times

N'est-ce pas un concept curieux de la première page de Re-set Central ? Comment un couple sans emploi et sans revenu peut-il gagner 150 000 dollars en une année où il ne travaillait pas ? Et s'ils ont quand même gagné 150 000 \$, pourquoi ont-ils besoin du soutien du gouvernement américain ? Tels sont les nombreux mystères de la loi de relance Coronavirus 2021.

Que se passe-t-il réellement avec ce monstre de législation ? Cela ressemble à une tentative de remplacer ce qui était une économie nationale par quelque chose qui prétend être de l'argent issu d'un système prétendant s'imposer sur des richesses qui n'ont jamais été créées. En d'autres termes, les politiciens ont réussi à séparer définitivement la richesse de la production, et donc l'économie de la réalité. Les États-Unis sont devenus la montagne de bonbons Big Rock.

Quelle que soit la nature de l'expérience soviétique, elle était au moins fondée sur la production de biens, même si les incitations se sont avérées défectueuses, ou si les biens produits étaient de mauvaise qualité - et le système s'est finalement effondré de toute façon, parce qu'il était basé sur des fantasmes de comportement social humain qui ne correspondaient pas à la réalité. Maintenant, les États-Unis, dans leur propre phase d'apogée existentielle, cherchent à refaire l'expérience soviétique, mais sans cette caractéristique de la production industrielle. Au lieu de cela, notre "richesse" est générée par le seul système bancaire et ses activités subsidiaires, comme les fonds spéculatifs, les arbitrages, les dividendes d'entreprises sans bénéfices, et les frais d'échange de paquets numérisés de ceci et de cela. Vous comprenez que tout cela n'est qu'une illusion, n'est-ce pas ?

Le bitcoin est l'exemple même de ce divorce entre la richesse et la production. Sa valeur semble être dérivée de deux caractéristiques : le code mathématiquement élégant de la blockchain, qui est un système de comptabilité distribuée censé être imperméable à l'ingérence des gouvernements. Et le "minage" du bitcoin, qui utilise des quantités colossales d'électricité pour faire tourner le code de la blockchain, une simple dissipation d'énergie. Que produisent réellement ces opérations ? La promesse qu'un ensemble de chiffres résidant sur d'innombrables clés USB dans le monde entier équivaut à un montant X libellé en monnaies nationales, qui sont elles-mêmes créées à partir de rien par un processus bien moins complexe que les efforts qui produisent le bitcoin.

Il est peut-être vrai que le "grand livre" distribué de Bitcoin est difficile à craquer pour les gouvernements, mais ces derniers peuvent tout simplement abolir Bitcoin en quelques clics en criminalisant son commerce et en

confisquant tous les profits théoriques qu'il génère. Ils se sont probablement abstenus jusqu'à présent parce que le trafic de bitcoins est encore relativement minuscule par rapport au commerce d'actions, d'obligations et de leurs dérivés, et parce qu'ils préfèrent maintenir le modèle bitcoin comme projet de démonstration en préparation de leur propre entrée dans les crypto-monnaies nationales, avec tous ses avantages pour le suivi des transactions individuelles et le ciblage des obligations fiscales.

Précisons les défauts les plus flagrants du bitcoin : la blockchain est peut-être théoriquement à l'abri des bombes, mais les bourses sur lesquelles le bitcoin est négocié peuvent être manipulées, détournées et effacées de l'univers, et les bitcoins avec. Vous vous souvenez de Mt. Gox ? Lorsqu'elle s'est effondrée en 2014, 850 000 bitcoins ont disparu (sur les 21 millions qui peuvent être "minés" dans le système tel qu'il a été conçu). Les bitcoins valaient moins de 1000 \$ lorsque cela s'est produit. N'oubliez pas non plus que les bitcoins n'ont aucun sens sans un service électrique fiable et l'Internet qui en dépend. Combien de bitcoins ont été achetés et vendus au Texas pendant ces jours sombres, il y a quelques semaines, lorsqu'un vent du nord bleu est arrivé et que les lumières se sont éteintes ? Bien sûr, l'échange de bitcoins pourrait être le dernier de vos problèmes lorsque les tuyaux gèleront et que toutes les plaques de plâtre de votre maison seront préparées pour une expérience de moisissure noire. Mais juste pour le dire,

La bande Schumer-Pelosi semble exorbitamment fière de son coup législatif dans le projet de loi sur les stimulants (et la bande de Mitch McConnell aussi, qui a dû jouer le jeu, ou être étiquetée et annulée comme des créatures du Dr Seuss, d'une parcimonie digne de Grinch). Obtus, désespérés et stupides comme le sont ces politiciens, ils négligent tous le fonctionnement de l'entropie dans ces expédients stupides pour faire tourner les assiettes dans cette économie de l'art de la performance. A savoir : le désordre. Tout gémit et craque là-bas.

Les aides ponctuelles de 1 400 dollars et même les allocations de chômage régulières de 300 dollars ne permettent pas de payer les hypothèques ou de nourrir les familles très longtemps, et chaque jour, de moins en moins de familles gagnent près de ces 150 000 dollars mythiques. Pour beaucoup, c'est plutôt... rien. Les renflouements ponctuels des gouvernements des villes et des États et des fonds de pension imprudemment insolubles ne feront que retarder leur effondrement. Les divers programmes de revenu de base garanti, les crédits pour enfants améliorés, les avances sur les remboursements d'impôts et autres astuces transformeront l'ancienne classe ouvrière en sous-lumpenproles n'ayant rien d'autre à faire que de s'adonner au crime et au vice. En fait, nous avons déjà une sous-classe assez importante qui démontre exactement ce que vous obtiendrez en élargissant le groupe social dépendant de l'aide gouvernementale.

La seule autre question pour l'instant est de savoir quand les différents groupes de population de ce pays vont exploser en violence. Le groupe vaguement regroupé sous le nom de "Rouge" est suffisamment en colère contre les insultes constantes de Wokery, l'échec de l'État de droit et les restrictions des droits constitutionnels fondamentaux. Les États qu'ils dominent sont susceptibles de résister à tout nouveau fiat du gouvernement fédéral, comme la tentative imminente de confisquer les armes à feu. Les armées auxiliaires "bleues" échappent au contrôle de leurs créateurs. Antifa sera prêt à faire du rock-and-roll dans les rues avec le beau temps, car tant de jeunes n'ont absolument aucune perspective de s'épanouir dans l'économie qui s'effondre, et les rues sont devenues leur espace social, avec si peu d'argent pour les lattes et les bières. Et BLM n'a pas besoin de chercher plus loin que le procès de Derek Chauvin dans le Minnesota, qui commence aujourd'hui, pour trouver une excuse à la reprise de ses activités caractéristiques.

Quelqu'un croit-il sérieusement que l'enveloppe de Joe Biden restera en poste plus de quelques semaines ? Il est évident qu'il n'a pas le mojo mental nécessaire pour tenir une authentique conférence de presse, et sûrement pas le discours habituel devant une session conjointe du Congrès. Même les médias d'information pourraient chercher à savoir qui est réellement en charge de l'exécutif avant bien longtemps. Soyez attentifs aux événements qui se déroulent. Préparez-vous à des problèmes. Ils arrivent de toutes les manières possibles, qu'il s'agisse d'argent, d'ordre public ou de météo printanière.

▲ RETOUR ▲

« Investir dans des obligations est devenu stupide pour Ray Dalio » !! »

par [Charles Sannat](#) | 17 Mars 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Ray Dalio est une légende sur les marchés financiers, il est l'équivalent d'un Warren Buffett sur les actions mais sur le marché des obligations.

C'est lui qui a fondé le plus gros fonds obligataire du monde entier et de tous les temps.

C'est un « monstre », et lorsque Ray Dalio, LE professionnel des obligations vous dit « qu'investir dans des obligations est devenu stupide », vous feriez mieux de l'écouter.

Ne m'écoutez pas moi.

Ecoutez le, lui.

Le fondateur de Bridgewater Associates, la plus grande société de fonds spéculatifs au monde, a dénoncé lundi les « rendements ridiculement bas » des obligations dans un article sur son blog LinkedIn, tout en exhortant à un portefeuille diversifié.

« L'économie de l'investissement dans les obligations (et la plupart des actifs financiers) est devenue stupide. . . Plutôt que d'être payé moins que l'inflation, pourquoi ne pas acheter à la place des choses – des choses – qui égaleront l'inflation ou mieux ? »

Dalio n'a jamais non plus été fan de la détention de liquidités – et il ne l'est toujours pas.

« Je crois que les liquidités sont et continueront d'être des ordures (c'est-à-dire qu'elles ont des rendements significativement négatifs par rapport à l'inflation), donc il est avantageux a) d'emprunter des liquidités plutôt que de les détenir comme un actif et b) d'acheter des actifs d'investissement de la dette », écrit-il.

« L'histoire et la logique montrent que les banques centrales, lorsqu'elles sont confrontées à la situation de déséquilibre offre / demande qui conduirait les taux d'intérêt à augmenter plus que ce qui est souhaitable à la lumière des circonstances économiques, imprimeront de l'argent pour acheter des obligations et créeront des 'contrôles de la courbe des taux. Elles vont mettre un plafond sur les rendements obligataires et cela

dévalorisera les liquidités », a déclaré Dalio. « Cela rend l'argent liquide terrible à posséder et très agréable à emprunter. »

Dalio a également averti qu'un impôt sur la fortune aux États-Unis, comme celui proposé par la sénatrice Elizabeth Warren, ne conduirait qu'à des sorties de capitaux et à des efforts pour éviter les impôts. « Les États-Unis pourraient être perçus comme un endroit inhospitalier pour le capitalisme et les capitalistes », a-t-il écrit.

Alors, que recommande Dalio sur le marché actuel ?

« Je crois qu'un portefeuille bien diversifié d'actifs non-dette et non-dollar ainsi qu'une position de trésorerie courte est préférable à un mix actions / obligations traditionnel fortement biaisé en dollars américains. Je pense également que les actifs des pays développés à monnaie de réserve matures sous-performeront les marchés des pays émergents asiatiques (y compris chinois). Je pense également qu'il faut être attentif aux changements fiscaux et à la possibilité de contrôles des capitaux. »

Alors que vous dit Ray Dalio ?

Que ça va être sérieusement la chienlit économique dans les mois qui viennent. Qu'il ne faut pas détenir de titres de dettes, qu'il vaudrait mieux d'ailleurs emprunter plutôt que de posséder des liquidités. En un mot, Ray Dalio, vous invite à regarder les actifs tangibles. Concernant les investissements en Chine, je ne n'y suis pas favorable. C'est sans doute une excellente idée en soi, mais, investir en Chine revient à confier son patrimoine et son argent au Parti Communiste Chinois et je considère que lorsque l'on parle d'investissement et de parti communiste dans la même phrase il y a une contradiction majeure dans les termes du problème !

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Covid... le grand bazar !

C'est le grand cirque.

Entre les vaccins qui ne vaccinent plus mais qu'il faudrait quand même utiliser parce qu'on en n'a pas assez même si on a le Pfizer, les urgences qui débordent, on ne sait pas exactement de quel type de malades, les indicateurs qui s'affolent et l'arrivée d'un nouveau variant breton, notre gouvernement pathétique dans sa gestion de la crise depuis le premier jour, risque de s'enfoncer encore un peu plus dans la choucroute épidémique.

Piquer ou ne pas piquer ?

Confiner ou ne pas confiner ?

Fermer les cantines ou ne pas fermer les cantines scolaires ?

Mais... ouvrir les restaurants en trois phases... mais pas maintenant.

Passeport vaccinal ou pas passeport, c'est partout le grand bazar.

Jusque sur les plateaux télé où l'on s'étripe, enfin ou « on » l'étripe, le pauvre bougre qui dit attention... et si nous étions prudent ?

Et si nous ne misions pas tout sur les vaccins ?

Et si nous faisons attention aux variants, à l'échappement immunitaire et autres joyeusetés ?

Nous ne sommes pas encore sortis de l'auberge.

Je vous laisse regarder cette vidéo édifiante sur la tension qui règne entre spécialistes, dès que l'un d'entre eux, rappelle juste ce qu'est la science, la médecine et la prudence.

Charles SANNAT

La zone euro confirme sa politique budgétaire de fuite en avant !

C'est un article de l'AFP relayé par le site Euractiv et intitulé « La zone euro confirme sa politique budgétaire anti-crise ».

« Nous sommes unis et déterminés dans nos efforts pour protéger les emplois, les entreprises et les citoyens en ces jours de crise sanitaire persistante », a lancé le président de l'Eurogroupe, l'Irlandais Paschal Donohoe, lors d'une conférence de presse.

Les ministres des Finances de la zone euro ont plaidé lundi pour la poursuite de politiques budgétaires généreuses pour soutenir l'économie affectée par le virus, tout en promettant, une fois la reprise venue, de s'attaquer à la flambée de l'endettement.

« Tant que la crise sanitaire ne sera pas terminée et que la reprise ne sera pas fermement engagée, nous continuerons à protéger notre économie en déployant le niveau de soutien budgétaire nécessaire », ont affirmé les ministres des Finances des 19 pays partageant la monnaie unique dans un communiqué commun.

« Un retrait prématuré du soutien budgétaire doit être évité. L'Eurogroupe s'engage à maintenir une position de soutien dans la zone euro en 2021 et en 2022 », ont-ils ajouté.

« Une fois la reprise fermement engagée, les États membres de la zone euro devraient s'attaquer à l'augmentation des niveaux de la dette publique en mettant en oeuvre des stratégies budgétaires durables à moyen terme, en mettant l'accent sur l'amélioration de la qualité des finances publiques, l'augmentation des niveaux d'investissement et le soutien aux transitions verte et numérique », ont-ils déclaré, s'efforçant d'afficher une cohésion sans faille.

« Nous sommes unis et déterminés dans nos efforts pour protéger les emplois, les entreprises et les citoyens en ces jours de crise sanitaire persistante », a lancé le président de l'Eurogroupe, l'Irlandais Paschal Donohoe, lors d'une conférence de presse.

« La meilleure façon d'assurer la viabilité de la dette publique est de soutenir la reprise (...) et pécher par excès de prudence dans les circonstances actuelles signifie maintenir le soutien budgétaire. Nous ne répéterons pas l'erreur de la dernière crise », a affirmé le commissaire européen à l'Economie, l'Italien Paolo Gentiloni ».

L'austérité ?

La rigueur ?

Bien sûr, oui, évidemment.

Mais pas maintenant.

Plus tard.

Pas tout de suite.

Pas encore.
Il faut dire, que la pandémie n'est toujours pas finie.
L'Italie reconfine.
La France hésite.
Alors, cela va coûter cher.
Très cher.
Et « on » paiera.
Inflation.
Très chère inflation.
Partout, j'écris ton nom.

Charles SANNAT Source [Euractiv.fr via AFP ici](https://euractiv.fr/ia/Charles-Sannat-Source-2020-04-14)

Pour Artus, nous ne sommes qu'au tout début d'une bulle sur les actions et l'immobilier



Pour Patrick Artus « Nous ne sommes qu'au début d'une bulle financière sur les actions et l'immobilier »

Pour Patrick Artus, directeur de la recherche et des études de Natixis, la reprise ne fait aucun doute mais les jeunes paieront le plus lourd de la facture de la crise avec la flambée du prix des actifs et un sous-emploi massif. Les politiques monétaires resteront expansionnistes longtemps car un retour en arrière pourrait s'avérer trop dangereux. L'économiste ne croit pas au retour de l'inflation, du moins tant que le marché du travail restera aussi profondément impacté...

Il n'a pas tort Patrick Artus, car, la seule solution pour éviter l'effondrement, je parle de la seule solution rationnelle, c'est d'empêcher définitivement la baisse des actifs.

Pour empêcher la baisse des actifs, il faut imprimer encore et encore, toujours plus de monnaie.

C'est ce que font les banques centrales.

Cela sera inévitablement inflationniste.

Mais mieux vaut de l'inflation à la déflation.

C'est la seule solution rationnelle.

Cela ne veut pas dire que ce sera indolore.

C'est la moins mauvaise des pires des solutions.

Charles SANNAT Source [La Tribune.fr ici](https://la-tribune.fr/Charles-Sannat-Source-2020-04-14)

Pour la magazine Marianne « L'effacement des dettes a déjà commencé (mais il ne faut pas le dire) »

Dans une Tribune, le magazine Marianne découvre que « L'effacement des dettes a déjà commencé (mais il ne faut pas le dire) ».

» Faudrait-il effacer une partie de l'ardoise issues de la crise sanitaire ? Des économistes le souhaitent mais finalement, puisque les banques centrales ouvrent les vannes depuis longtemps, ne le font-elles pas déjà ... sans le moindre débat démocratique ?

Ici encore, les alternatifs ne sont pas les plus habiles communicants. Il faut dire que parler d'effacement de la dette rend le sujet explosif. La différence avec un défaut n'est pas claire pour les profanes, et cela permet toutes les caricatures, ce qu'Agnès Verdier-Molinié s'est empressée de faire. Pourtant, la monétisation des dettes publiques par les banques centrales, la création de monnaie ex nihilo, pour racheter les titres de dettes publiques des Etats, n'est-ce pas une forme d'effacement officieux des dettes publiques ? Après tout, quand une banque centrale publique détient les titres de dettes de son pays, l'Etat se doit à lui-même de l'argent. On peut considérer que les titres de dettes que possède cette banque centrale sur son propre pays sont à la fois au passif du pays (qui doit rembourser l'argent qu'il a emprunté), mais aussi à son actif, via la banque centrale, qu'il détient, et qui recevra le remboursement.

Comptablement, on pourrait sérieusement considérer que la monétisation est une forme d'effacement des dettes publiques. De facto, l'Etat, par sa banque centrale, crée de l'argent pour racheter ses propres dettes, qu'il finit par se devoir à lui-même. A l'échéance de ces dettes, le Trésor versera une somme à la Banque Centrale, ce qui revient comptablement à transférer de l'argent d'une poche (de l'Etat) à une autre. En outre, on constate depuis 2008 que les banques centrales entretiennent leur action, en renouvelant les achats de titres à échéance pour ne pas réduire leur soutien à l'économie. Ainsi, l'augmentation de l'encours de dettes publiques est devenue un instrument comme un autre de la politique monétaire. Ce faisant, il serait intéressant d'étudier le niveau de dettes publiques nettes (montant total moins celui détenu par la banque centrale), pour avoir un regard plus complet sur la question.

Cela explique le cas si particulier du Japon, dont la dette publique atteint 259 % du PIB, ce qui devrait lourdement contraindre les choix du pays. Mais parce que la Banque du Japon a acquis 43 % de la dette publique (pour 111 % du PIB), Tokyo présente une dette nette assez proche d'autres pays. C'est parce que Shinzo Abe a décidé d'une accélération du programme de monétisation (à plus de 10 % du PIB par an depuis 2012), que le pays n'a pas de pression pour se financer, pouvant se permettre des déficits importants. Néanmoins, la particularité du Japon est que sa banque centrale continue à fonctionner comme dans les pays européens des années 1980, Allemagne exclue, à savoir qu'elle obéit au gouvernement, dont elle n'est pas indépendante. Dans le cas du Japon, comptablement, il est très légitime de considérer que la dette publique détenue par la banque centrale est de facto effacée ».

Et la tribune de conclure, que finalement, ce que fait la BCE n'est pas si éloigné que cela de ce que fait la banque centrale nipponne.

Et c'est totalement vrai.

Cela fait même 10 ans que la BCE fait comme la BoJ, la Bank of Japan.

Elle fait la même chose mais moins vite, moins fort et moins loin.

La BCE gagne du temps.

Chaque année, elle va toujours un peu plus loin dans la monétisation.

La BCE va lentement parce que l'Allemagne tire sur le frein.

Mais Merkel pèse de moins en moins lourd face à la volonté mondiale du retour de l'inflation, parce qu'il n'y a pas le choix !

Charles SANNAT Source [Marianne ici](#)

Économie versus politique

Frank Chodorov 16/03/2021 Mises.org



MISES WIRE

[Cet article est extrait du premier chapitre de The Rise and Fall of Society].



Il se peut que les bêtes méfiantes de la forêt en viennent à accepter le piège du chasseur comme un concomitant nécessaire de la recherche de nourriture. Quoi qu'il en soit, l'animal humain présumé rationnel s'est tellement habitué aux interventions politiques qu'il ne peut envisager de gagner sa vie sans elles ; dans tous ses calculs économiques, sa première préoccupation est de savoir quelle est la loi en la matière. Ou, plus vraisemblablement, comment puis-je me servir de la loi pour améliorer mon sort dans la vie ? On peut décrire ce phénomène comme un réflexe conditionné. Il nous vient à peine à l'esprit que nous pourrions mieux fonctionner par nos propres moyens, dans les limites que nous impose la nature, et sans contraintes, contrôles ou subventions politiques. Il ne nous vient jamais à l'esprit que ces mesures interventionnistes sont placées sur notre chemin, comme le piège, à des fins diamétralement opposées à notre recherche d'une vie meilleure. Nous les acceptons automatiquement comme nécessaires à cette fin.

C'est ainsi que ceux qui écrivent sur l'économie partent du principe qu'il s'agit d'une branche des sciences politiques. Nos manuels actuels, presque sans exception, abordent le sujet d'un point de vue juridique : comment les hommes gagnent-ils leur vie selon les lois en vigueur ? Il s'ensuit, et certains livres l'admettent, que si les lois changent, l'économie doit suivre. C'est pour cette raison que nos programmes universitaires sont chargés d'un certain nombre de cours d'économie, chacun rendant hommage aux lois qui régissent différentes activités humaines ; ainsi, nous avons l'économie du commerce, l'économie des opérations immobilières, l'économie de la banque, l'économie agricole, et ainsi de suite. Le fait qu'il existe une science économique qui couvre les principes de base qui opèrent dans toutes nos occupations, et qui n'ont rien à voir avec la législation, n'est guère considéré. De ce point de vue, il serait approprié, si la loi sanctionnait cette pratique, que les programmes d'études comprennent un cours sur l'économie de l'esclavage.

L'économie n'est pas la politique. L'une est une science, qui s'intéresse aux lois immuables et constantes de la nature qui déterminent la production et la distribution des richesses ; l'autre est l'art de gouverner. L'une est amoral, l'autre est morale. Les lois économiques sont autonomes et comportent leurs propres sanctions, comme toutes les lois naturelles, tandis que la politique traite des conventions créées et manipulées par l'homme. En tant que science, l'économie cherche à comprendre des principes invariables ; la politique est éphémère, son sujet étant les relations quotidiennes d'hommes associés. L'économie, comme la chimie, n'a rien à voir avec la politique.

L'intrusion de la politique dans le domaine de l'économie n'est qu'une preuve de l'ignorance ou de l'arrogance

humaine, et est aussi futile qu'une tentative de contrôler la montée et la descente des marées. Depuis l'apparition des institutions politiques, il y a eu des tentatives de fixer les salaires, de contrôler les prix et de créer du capital, qui se sont toutes soldées par un échec. De telles entreprises doivent échouer parce que la seule compétence de la politique est de contraindre les hommes à faire ce qu'ils ne veulent pas faire ou à s'abstenir de faire ce qu'ils sont enclins à faire, et les lois de l'économie n'entrent pas dans ce cadre. Elles sont imperméables à la coercition. Les salaires, les prix et les accumulations de capital ont leurs propres lois, des lois qui échappent à la compétence du policier.

L'hypothèse selon laquelle l'économie est soumise à la politique découle d'une erreur logique. Puisque l'État (la machine de la politique) peut contrôler le comportement humain et le fait, et puisque les hommes sont toujours engagés dans la recherche d'un moyen de subsistance, dans lequel les lois de l'économie opèrent, il semble s'ensuivre qu'en contrôlant les hommes, l'État peut également plier ces lois à sa volonté. Ce raisonnement est erroné car il néglige les conséquences. C'est un principe invariable que les hommes travaillent pour satisfaire leurs désirs, ou que la force motrice de la production est la perspective de la consommation ; en effet, une chose n'est pas produite tant qu'elle ne parvient pas au consommateur. Par conséquent, lorsque l'État intervient dans l'économie, ce qu'il fait toujours par le biais de la confiscation, il entrave la consommation et donc la production. La production du producteur est proportionnelle à sa consommation. Ce n'est pas la volonté qui conduit à ce résultat, c'est le fonctionnement d'une loi naturelle immuable. L'esclave ne "couche" pas consciemment sur le travail ; il est un mauvais producteur parce qu'il est un mauvais consommateur.

La preuve est que l'économie influence le caractère de la politique, plutôt que l'inverse. Un État communiste (qui s'engage à ignorer les lois de l'économie, comme si elles n'existaient pas) se caractérise par sa préoccupation pour la force ; c'est un État de la peur. La cité-État aristocratique grecque a pris sa forme à partir de l'institution de l'esclavage. Au XIXe siècle, lorsque l'État, pour des raisons qui lui sont propres, s'est associé à la classe industrielle montante, nous avons eu l'État mercantiliste ou marchand. L'État providence est en fait une oligarchie de bureaucrates qui, en échange des avantages et du prestige de leur fonction, s'engagent à confisquer et à redistribuer la production selon des formules de leur propre imagination, au mépris total du principe selon lequel la production doit diminuer dans la mesure de la confiscation. Il est intéressant de noter que tout welfarisme commence par un programme de distribution - le contrôle du marché avec sa technique des prix - et se termine par des tentatives de gestion de la production ; c'est parce que, contrairement à leurs attentes, les lois de l'économie ne sont pas suspendues par leur ingérence politique, les prix ne répondent pas à leurs dicta, et dans un effort pour faire fonctionner leurs notions préconçues, ils s'appliquent à la production, et là aussi ils échouent.

L'imperméabilité du droit économique au droit politique est illustrée par ce fait historique : à la longue, chaque État s'effondre, disparaît souvent complètement et devient une curiosité archéologique. Tous les effondrements dont nous avons des preuves suffisantes ont été précédés par le même déroulement des événements. L'État, dans sa soif insatiable de pouvoir, a intensifié de plus en plus ses empiètements sur l'économie de la nation, provoquant une baisse conséquente de l'intérêt pour la production, jusqu'à ce que finalement le niveau de subsistance soit atteint et que la production ne soit pas suffisante pour maintenir l'État dans la condition à laquelle il était habitué. Il n'était pas économiquement capable de faire face à la pression de certaines circonstances immédiates, comme la guerre, et il a succombé. Avant cet événement, l'économie de la société, sur laquelle repose le pouvoir de l'État, s'était détériorée, et cette détérioration s'est accompagnée d'une chute des valeurs morales et culturelles ; les hommes "s'en fichaient". Autrement dit, la société s'est effondrée et a entraîné l'État dans sa chute. L'État n'a aucun moyen d'éviter cette conséquence - sauf, bien sûr, à abandonner ses interventions dans la vie économique des personnes qu'il contrôle, ce que son avarice inhérente pour le pouvoir ne lui permettra pas de faire. Il n'y a aucun moyen pour la politique de se protéger de la politique.

L'histoire de l'État américain est instructive. Sa naissance s'est déroulée sous les meilleurs auspices, sous l'égide d'une coterie d'hommes exceptionnellement au fait de l'histoire des institutions politiques et déterminés à protéger l'enfant des erreurs de ses prédécesseurs. Apparemment, aucune des tares de la tradition n'a marqué le nouvel État. Il ne portait pas le fardeau de l'héritage d'un système féodal ou de castes. Il n'avait pas à vivre avec

la doctrine du "droit divin", et n'était pas marqué par les cicatrices de la conquête qui avaient rendu l'enfance d'autres États difficile. Elle était nourrie d'aliments solides : La doctrine de Rousseau selon laquelle le gouvernement tire ses pouvoirs du consentement des gouvernés, la liberté de parole et de pensée de Voltaire, la justification de la révolution de Locke et, surtout, la doctrine des droits inhérents. Il n'y avait aucun régime de statut pour freiner sa croissance. En fait, tout était de novo.

Toutes les mesures de précaution connues de la science politique ont été prises pour empêcher le nouvel État américain d'acquérir l'habitude autodestructrice de tous les États connus de l'histoire, celle d'interférer avec la poursuite du bonheur de l'homme. Les gens devaient être laissés seuls, afin de réaliser leur destinée individuelle avec les capacités dont la nature les avait dotés. À cette fin, l'État était entouré d'un certain nombre d'interdictions et de limitations ingénieuses. Non seulement ses fonctions étaient clairement définies, mais toute velléité de dépassement était vraisemblablement freinée par une division tripartite de l'autorité, tandis que la plupart des pouvoirs d'intervention de l'État étaient réservés aux autorités les plus proches des gouvernés et donc les plus dociles à leur volonté ; par le principe de division de l'imperium in imperio, il était vraisemblablement privé pour toujours de la position de monopole nécessaire à un État déchaîné. Mieux encore, il était condamné à se débrouiller avec une maigre bourse ; ses pouvoirs d'imposition étaient soigneusement circonscrits. Il ne semblait pas possible, en 1789, que l'État américain puisse intervenir de manière significative dans l'économie de la nation ; il était constitutionnellement faible et déséquilibré.

L'encre de la Constitution était à peine sèche que ses auteurs, désormais en position d'autorité, ont commencé à la réécrire par interprétation, afin que ses liens se desserrent. La levure du pouvoir qui est ancrée dans l'État était en fermentation. Le processus d'interprétation judiciaire, qui s'est poursuivi jusqu'à aujourd'hui, a ensuite été complété par des amendements ; l'effet de presque tous les amendements, depuis les dix premiers (qui ont été inscrits dans la Constitution par la pression sociale), a été d'affaiblir la position des gouvernements des différents États et d'étendre le pouvoir du gouvernement central. Comme le pouvoir de l'État ne peut croître qu'au détriment du pouvoir social, la centralisation qui se poursuit depuis 1789 a poussé la société américaine dans cette condition de soumission que la Constitution était censée empêcher.

En 1913 est intervenu l'amendement qui a complètement libéré l'État américain, car avec les revenus provenant de l'imposition illimitée des revenus, il pouvait désormais faire des incursions illimitées dans l'économie du peuple. Le seizième amendement a non seulement violé le droit de l'individu au produit de ses efforts, ingrédient essentiel de la liberté, mais il a aussi donné à l'État américain les moyens de devenir le plus grand consommateur, employeur, banquier, fabricant et propriétaire de capitaux de la nation. Il n'y a plus aucune phase de la vie économique dans laquelle l'État n'intervient pas, il n'y a pas d'entreprise ou de profession qui ne soit pas soumise à son intervention.

La métamorphose de l'État américain, d'un établissement apparemment inoffensif en une machine d'intervention aussi puissante que celle de Rome à son apogée, s'est opérée en un siècle et demi ; les historiens estiment que la gestation du plus grand État de l'Antiquité a duré quatre siècles ; nous voyageons plus vite de nos jours. Lorsque la grandeur de Rome était à son apogée, la principale préoccupation de l'État était la confiscation des richesses produites par ses citoyens et ses sujets ; la confiscation était juridiquement formalisée, comme elle l'est aujourd'hui, et même si elle n'était pas enrobée de moralisme ou idéologiquement rationalisée, certains traits du welfarisme moderne étaient mis en pratique. Rome avait ses programmes de création d'emplois, ses gratifications aux chômeurs et ses subventions à l'industrie. Ces éléments sont nécessaires pour rendre la confiscation acceptable et possible.

Pour les Romains de l'époque, cet ordre des choses semblait probablement aussi normal et approprié qu'il l'est aujourd'hui. Les vivants sont condamnés à vivre dans le présent, dans les conditions qui prévalent, et leur préoccupation pour ces conditions rend toute évaluation de la tendance historique à la fois difficile et académique. Les Romains ne savaient pas ou ne se souciaient guère du "déclin" dans lequel ils vivaient et ne s'inquiétaient certainement pas de la "chute" à laquelle leur monde était voué. Ce n'est que du point de vue de l'histoire, lorsqu'il est possible de passer les preuves au crible et de trouver une relation de cause à effet, que l'on

peut faire une estimation significative de ce qui se passait.

Nous savons maintenant que, malgré l'arrogance de l'État, les forces économiques qui influent sur les tendances sociales étaient à l'œuvre. La production de richesses, ce qui fait vivre les hommes, a diminué en proportion des exactions et des interférences de l'État ; le souci général de la simple existence a submergé tout intérêt latent pour les valeurs culturelles et morales, et le caractère de la société s'est progressivement transformé en celui d'un troupeau. Les moulins des dieux moulinent lentement mais sûrement ; en quelques siècles, la détérioration de la société romaine a été suivie par la désintégration de l'État, de sorte qu'il n'avait ni les moyens ni la volonté de résister aux vents du hasard historique. Il convient de noter que la société, qui ne s'épanouit que dans une condition de liberté, s'est effondrée la première ; il n'y avait aucune disposition à résister aux hordes envahissantes.

L'analogie suggère une prophétie et une jérémiade. Mais cela n'entre pas dans le cadre de cet essai, dont l'hypothèse est que la société, le gouvernement et l'État sont des phénomènes fondamentalement économiques, et qu'une compréhension profitable de ces institutions se trouve dans l'économie, et non dans la politique. Cela ne veut pas dire que l'économie peut expliquer toutes les facettes de ces institutions, pas plus que l'étude de son anatomie ne révélera tous les secrets de l'être humain ; mais, de même qu'il ne peut y avoir d'être humain sans squelette, de même toute enquête sur le mécanisme des intégrations sociales ne peut faire l'impasse sur la loi économique.

Frank Chodorov était un défenseur du marché libre, de l'individualisme et de la paix. Il a commencé par soutenir Henry George et a édité le journal géorgiste The Freeman avant de fonder son propre journal, qui est devenu l'influent Human Events. Il a ensuite fondé une autre version du Freeman pour la Foundation for Economic Education et a donné des conférences à la Freedom School dans le Colorado.

▲ RETOUR ▲

Pourquoi le journalisme économique est-il si mauvais ?

Jeff Deist 16/03/2021 Mises.org



MISES WIRE



Niall Ferguson est titulaire d'un doctorat en philosophie d'Oxford, a enseigné l'histoire à Harvard et à l'Université de New York, et a écrit ce qui est peut-être la biographie définitive d'Henry Kissinger.

C'est donc tout naturellement que Bloomberg l'a engagé pour écrire sur l'économie.

Sa dernière chronique pour Bloomberg est un mélange tendu des points de vue de l'Écossais sur l'inflation, légèrement tempéré par un scepticisme bienvenu à l'égard du rejet de la menace par Jerome Powell. Ferguson n'a pas encore oublié l'échange qu'il a eu avec Paul Krugman en 2010 au sujet de l'inflation, mais il est au moins

prêt à remettre en question les assurances injustifiées de Powell. Pourtant, au fur et à mesure que Ferguson se fraye un chemin dans l'examen des courbes de rendement, de la vélocité et du taux d'inflation "seuil de rentabilité", le lecteur a la forte impression qu'il ne propose rien de plus qu'un jeu de hasard destiné à montrer ses connaissances historiques. Nulle part la théorie économique n'est proposée, considérée ou même excusée pour son absence.

L'ensemble de cet article est un exemple brillant de la loi de Rothbard, selon laquelle les gens se spécialisent dans les domaines pour lesquels ils sont le moins qualifiés ou le moins compétents.

Maintenant, Ferguson est certes une personne brillante et charmante, le genre d'intellectuel que Georgetown aime. Et il n'est pas tenu de rester dans son couloir, comme on dit, que ce soit en tant qu'historien ou autre. Mais son élévation au rang de devin économique, en particulier dans le non-domaine incohérent de la macroéconomie, ne sert ni lui ni les lecteurs. En bref, la quasi-totalité du journalisme économique ne repose pas sur la théorie économique. Il s'agit principalement d'écrits et de reportages sur les affaires, axés presque entièrement sur les données économiques - simplement les résultats récents agrégés et étroitement ciblés des performances des entreprises, ainsi que des mesures peu fiables de l'inflation, du chômage et du PIB. La presse financière nous donne le quoi, alors que nous avons besoin du comment et du pourquoi. Le "quoi", totalement observable, est censé avoir une valeur explicative et prédictive.

Pour être juste, comme nous l'avons mentionné, Ferguson intègre dans son article un peu d'histoire des périodes inflationnistes précédentes. Il injecte également un peu de théorie passe-partout dans sa citation d'ouverture de Milton Friedman sur l'inflation en tant que phénomène monétaire. Mais M. Ferguson pense-t-il qu'une analyse de l'inflation commence en 1970 avec Milton Friedman ? Il serait bien inspiré de prendre en considération la sagesse de Henry Hazlitt, un journaliste qui connaissait vraiment l'économie et qui a passé plus de vingt ans à documenter l'inflation d'après-guerre en tant que politique expresse dans sa célèbre chronique *Business Tides* de *Newsweek*. Ferguson a-t-il la moindre idée de l'effet Cantillon ou de la théorie autrichienne des cycles économiques - ne serait-ce que pour tenter de la réfuter ? A-t-il la moindre idée des énormes distorsions causées par l'expansion rapide de la monnaie et du crédit, la mauvaise répartition des ressources ? L'inégalité flagrante des revenus et des richesses que les machinations des banques centrales laissent derrière elles, comme le sang sur une scène de crime ?

Bien qu'il soit historien de métier, on se rend immédiatement compte que pour Ferguson, cette histoire n'est qu'une question de données. Les "chiffres" nous diront si les dernières manœuvres du président Powell fonctionneront. Ce à quoi Ferguson ne peut ou ne veut pas répondre, ce sont les questions fondamentales : Pourquoi un peu d'inflation est bénéfique, mais pas trop ? Pourquoi un taux de 2 % est-il bénéfique, alors qu'un taux de 10 % est clairement nuisible ? Et pourquoi la déflation est-elle mauvaise en soi, sans explication ? Pourquoi "tout le monde sait" qu'elle est mauvaise, sans que la même analyse soit faite pour l'inflation ?

En fait, la déflation reste presque comiquement incomprise par les économistes. La déflation est une force salutaire dans toute société, qui rend des biens et des services autrefois luxueux largement accessibles aux gens ordinaires. Tout comme les récessions, la déflation est le correctif nécessaire aux interventions des banques centrales et aux interventions fiscales qui ont provoqué la hausse des prix. Plutôt qu'un épouvantail, la déflation est le processus naturel et attendu lorsqu'une économie devient plus productive. Le légendaire James Grant décrit même la déflation comme le processus par lequel les sociétés s'enrichissent.

Mais Ferguson, comme la plupart des journalistes financiers, est coincé dans le monde du "tout le monde sait". Comme tous les positivistes, il tient un ensemble d'hypothèses qui peuvent être démenties par la prochaine récession. En tant que tel, il a le processus d'analyse économique complètement à l'envers, ce qui signifie qu'il part des données et tente ensuite de trouver une explication par rétro-ingénierie. Il ne peut pas considérer un seul instant les idées ou les penseurs de la marge, mais seulement les points de vue des voix dominantes comme Larry Summers et Lael Brainard. Il ne peut pas se débrouiller tout seul, car il n'a pas de base théorique économique pour analyser les déclarations et les statistiques.

Le journalisme économique a besoin d'une remise à zéro. Il existe de bons économistes qui écrivent sur la finance et l'économie, mais Niall Ferguson n'en fait pas partie. Cependant, Ferguson n'est qu'un symptôme d'un problème plus vaste, à savoir le manque flagrant de connaissances en matière de théorie économique chez les personnes qui écrivent professionnellement sur les marchés. Bloomberg ferait bien de se débarrasser de Ferguson et de proposer sa colonne bihebdomadaire à James Grant, ou peut-être à l'exceptionnel John Tamny de RealClearMarkets. Gene Epstein, retraité de Barron's, serait une excellente voix anticonformiste. Des Autrichiens comme Robert Murphy ou Per Bylund me viennent également à l'esprit, car tous deux excellent dans l'écriture pour un public de profanes et tous deux apporteraient une diversité intellectuelle dont on a cruellement besoin dans un océan d'orthodoxie (faiblement) keynésienne.

Un commentaire économique sans compréhension théorique rappelle la métaphore de Rothbard d'un comportementaliste essayant d'expliquer l'agitation de Grand Central Station sans connaître les trains et les destinations. Il s'avère que le fait d'écarter la théorie pour comprendre "comment le monde fonctionne réellement" ne fait que nous amener à moins le comprendre.

Jeff Deist est président de l'Institut Mises. Il a précédemment travaillé en tant que chef de cabinet du député Ron Paul et en tant qu'avocat pour des fonds d'investissement privés.

▲ RETOUR ▲

Tranquillement, cahin caha, on s'achemine vers la fin.

Bruno Bertez 17 mars 2021

Quotidiennement, je vous décris la crise qui a débuté dans sa forme manifeste en 2008. Je vous la décris, je vous la décortique, j'en montre les différents développements et, bien sûr, parallèlement, je vous expose les mesures qui sont prises par les autorités afin de tenter d'y faire face.

Vous retrouvez tout ceci dans mes textes; ils se complètent au fil des jours; ils sont une sorte de long fleuve tranquille, ou, si on veut, de roman avec différents chapitres qui s'articulent organiquement, logiquement et historiquement les uns aux autres.

Je dis souvent que l'idéal serait, à chaque fois, de pouvoir résumer les chapitres précédents pour que vous compreniez ce dont je parle et pour que vous soyez convaincus du bien-fondé de ce que je n'ai jamais cessé d'annoncer: la révolusion finale.

J'ajoute tout de suite que cette révolusion finale est écrite dans l'histoire, que que l'on ne peut y échapper, pas plus que nous, humains, ne pouvons échapper à la mort.

L'inconnue, c'est le calendrier, car nous ne sommes pas dans une matière physique, mécanique, nous sommes dans une matière complexe, en grande partie non matérielle. Ceci signifie que même si les lois de la gravitation s'appliquent, les humains ont toujours la possibilité de retarder la chute. Ils ont la possibilité de tricher, de mentir, de faire prendre des vessies pour les lanternes. Singulièrement, ils ont le pouvoir de jouer sur le nominalisme.

Jouer sur le nominalisme, c'est, tout en conservant la formulation d'un mot ou d'un concept, faire glisser la réalité qu'ils sont censés exprimer. Pour vous donner un exemple très simple à comprendre, on peut toujours afficher 1€ sur une pièce de 1 euro tout en le dévaluant et en l'avalissant de telle sorte qu'il en faille 2 pour acheter une baguette de pain.

Il y a quelques mois, j'ai introduit dans mes développements de façon plus fréquente la notion de Grand Cycle du crédit.

Je l'ai introduite parce que j'ai eu et j'ai le sentiment que l'on se rapproche de la fin de ce grand cycle quia débuté en 1945. Nous en avons quasi franchi toutes les étapes classiques et nous en sommes déjà à la répression financière généralisée, à la monétisation des dettes des gouvernements, au taux zéro pour certains blocs économiques et aux taux négatifs pour les plus murs, comme l'Europe et le Japon. Cela sent la fin.

Autre signe: la spéculation s'empare des marchés sans dissimulation aucune. Elle devient la règle.

On achète des obligations longues avec de l'argent court qui ne coûte rien. On achète du bitcoin pour des sommes astronomiques. On achète des œuvres d'art digitales pour des montants qui équivalent à ceux d'un Van Gogh. On achète des valeurs dites technologiques pour des multiples de leurs chiffres d'affaires. En bourse on donne des milliards à des sociétés de chèque en blanc -les SPACS- qui n'ont aucune activité, à peine un business model.

Tout est instable. Frivole, désancré. Le plus grave, ce n'est pas que les choses soient devenues ainsi; le plus grave, c'est qu'elles soient maintenant connues comme telles. Il y a prise de conscience du dérèglement. Il y a prise de conscience du fait que l'on est sorti des limites de l'épure normale de l'économie et des marchés.

Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que le cynisme s'est installé et que ce que l'on fait est une sorte de fuite en avant, sans espoir de retour en arrière. En cas de choc qui viendrait interrompre la course folle du prix des actifs, chacun a maintenant conscience du fait qu'il n'y aura pas de contrepartie normale, fondamentale, saine, aux offres qui vont se déverser sur les bourses. La seule contrepartie, ce sera celle que voudront bien offrir les pouvoirs publics et les autorités monétaires. Au moment du grand reflux, c'est la Banque Centrale qui devra faire face. Il n'y a rien d'autre pour éviter le Trou.

Ainsi, nous arriverons au vrai commencement de la fin.

Ray Dalio vient de publier un texte qui, grosso modo, essaie de dire de façon très contractée tout ce que je vous explique depuis des années. Compte tenu de la personnalité de Ray Dalio, compte tenu de son génie financier, compte tenu du prestige qu'il a acquis avec Bridgewater, ce texte devrait faire la Une des médias. On n'en parle quasi pas, et pour cause. J'en ai trouvé un compte rendu médiocre et minable dans une publication. Aucune analyse. C'est le cas de le dire, « quand on lui montre le ciel, l'imbécile regarde le doigt ». Tout ce que le journaliste a trouvé dire c'est que Dalio est trop en avance.

Je vous livre ci-dessous un extrait qui me paraît particulièrement intéressant de ce texte.

Je précise que je souscris à l'analyse logique et historique, mais que je m'arrête là, je n'endosse ni la prospective ni les conseils qui en découlent.

Ray Dalio.

Voici comment fonctionne le cycle crédit / dette à long terme.

La croissance du crédit est un stimulant qui :

- a) fournit un pouvoir d'achat qui entraîne une augmentation des dépenses en actifs financiers, biens et services et à l'économie et
- b) crée des titres de créance qui agissent comme un dépresseur lorsque vient le temps de rembourser.

Pour visualiser le fonctionnement du cycle, imaginez que l'économie est une personne et que les décideurs du gouvernement sont des médecins. Lorsque le pouls de l'économie plonge, les médecins courent pour y injecter une grosse dose de stimulation. Lorsque vous les voyez courir vers le patient et injecter la dose géante de stimulation, vous devriez acheter des actifs de reflation comme des actions, des obligations indexées sur l'inflation et de l'or, car la réponse à la stimulation provoquera initialement une augmentation du prix de ces actifs avant que la stimulation ne passe à l'économie et que le patient se mette à courir.

Cette injection d'argent et de crédit dans le système pousse les taux d'intérêt à la baisse par rapport à l'inflation et à la baisse par rapport au taux de croissance nominal de l'économie, ce qui pousse les prix des actifs financiers à la hausse.

Lorsque les taux d'intérêt sont inférieurs aux taux d'inflation et aux taux de croissance, cela réduit le fardeau du service de la dette par rapport aux revenus, ce qui facilite le service de la dette.

Outre que les baisses des taux d'intérêt réels et nominaux sont stimulantes, l'augmentation de l'offre de monnaie injectée dans le système fait monter les prix des actifs représentatifs d'investissement et peut provoquer des bulles sur les marchés financiers et ce, même lorsque les conditions économiques réelles sont encore faibles.

Une fois que les effets sur les marchés financiers se sont produits, l'économie (au début) et l'inflation (avec un décalage) commencent à se redresser. Lorsque tout cela se produit, il faut s'attendre à ce que les «médecins» commencent à réduire la taille des doses de stimulants, et si le patient devient un peu maniaque, on devrait s'attendre à ce qu'il administre des sédatifs (c'est-à-dire des politiques monétaires plus strictes.).

Le problème de l'administration de ces stimulations sur des décennies est qu'elles laissent des effets résiduels malsains sous la forme de masses de dettes et de masses d'actifs croissants et importants. Note BB, c'est ce que j'appelle le capital fictif.

Au fur et à mesure que les encours augmentent, les risques augmentent également. Lorsque ceux-ci atteignent des niveaux dangereusement élevés, qui se produisent généralement sur 50 à 100 ans, cela pose des problèmes.

Dans ces grands cycles d'endettement, les dettes croissent plus vite que les revenus. C'est la «vague ascendante».

Naturellement, ceux qui ont prêté de l'argent veulent être payés avec plus de pouvoir d'achat que ce qu'ils ont donné lorsqu'ils ont acheté les obligations et ceux qui ont emprunté de l'argent supportent des fardeaux supplémentaires pour pouvoir effectuer ces paiements.

Les dettes sont comme des déchets nucléaires dont il est difficile de se débarrasser.

Finalement, ces dettes et actifs deviennent trop importants et trop lourds, ils doivent donc être réduits d'une manière ou d'une autre. Lorsque cette prise de conscience se produit brusquement, elle déclenche la dynamique d'action du marché décrite précédemment, à savoir la «course à la banque», à savoir l'impression de monnaie de la banque centrale, que j'appelle la «vague inverse».

C'est traumatisant pour ceux qui détiennent les actifs de la dette et traumatisant pour presque tout le monde, bien que cela finisse par réduire les ratios de la dette et du service de la dette par rapport aux revenus.

C'est également traumatisant pour les marchés financiers, pour le système, pour le capitalisme et les économies.

Au cours de cet effondrement du crédit / de la dette, les gens se rendent compte qu'ils n'ont pas autant de pouvoir d'achat qu'ils le pensaient et que les conditions financières et économiques se détériorent.

Il n'y a pas assez d'argent réel et de crédit, de sorte qu'il faut que les impôts soient beaucoup augmentés et les conflits sociaux et politiques se multiplient pour savoir qui va recevoir de l'argent, combien d'argent et qui va payer.

Pour les raisons expliquées précédemment, il me semble que nous sommes dans cette partie du cycle crédit / dette.

Imaginez ce qui se passerait si, pour une raison ou une autre, les détenteurs de ces actifs de créance voulaient les vendre. Il y a maintenant plus de 75 Trillions de dollars d'actifs de dette américaine de différentes échéances.

Les bons et billets du Trésor américain représentent 16 000 milliards de dollars et les titres du Trésor américain d'autres échéances représentent 5 000 milliards de dollars supplémentaires. Les détenteurs de ces actifs de dette qui les conserveront jusqu'à leur échéance subiront les rendements catastrophiques décrits précédemment ou vendront leurs titres.

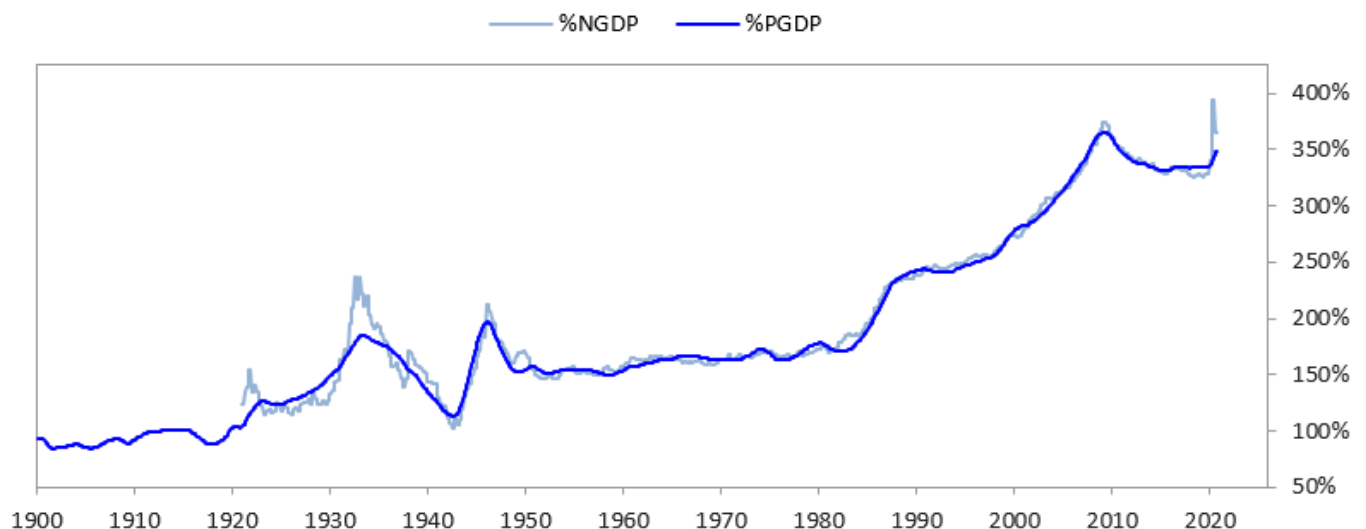
La plupart des détenteurs d'actifs de dette pensent pouvoir les vendre pour obtenir de l'argent et acheter des biens et des services avec. Après tout, le seul but de la détention d'actifs financiers est de pouvoir les convertir en achats de biens et de services.

Le problème est que, sur la base des évaluations actuelles, il y a beaucoup trop d'argent dans ces actifs financiers pour qu'il soit réaliste de s'attendre à ce que tout pourcentage significatif de cet argent obligataire puisse être transformé en espèces et échangé contre des biens et des services.

Si un montant important tentait d'opérer cette transformation, une dynamique de type «run on the bank» s'ensuivrait. Lorsqu'une telle dynamique – que j'appelle une «onde inversée» – se produit, il n'y a pas moyen de l'arrêter.

Pour y faire face il faut l'accommoder comme cela été fait dans la période 1930-45 et dans la période 1970-80 (et des centaines de périodes similaires à travers l'histoire) en imprimant beaucoup d'argent, en le dévaluant, et en restructurant beaucoup de dette et aussi les finances publiques. Il faudra aussi y ajouter de fortes augmentations d'impôts.

USA Debt and Credit Liabilities as a % of GDP



L'histoire et la logique montrent que les banques centrales, lorsqu'elles sont confrontées à des situations de déséquilibre offre / demande qui obligeraient à augmenter les taux d'intérêt plus que ce qui est souhaitable, impriment de l'argent pour acheter des obligations, elles plafonnent les rendements obligataires et dévalorisent les liquidités.

Cela aboutit à ce que l'argent liquide soit terriblement déprécié et l'idéal est non pas d'en avoir, mais d'en emprunter

Grâce à leurs pouvoirs, les banques centrales peuvent, au moins temporairement, limiter les taux d'intérêt longs et maintenir les taux d'intérêt à court terme bas par rapport aux taux à long terme afin qu'il devienne rentable d'acheter des obligations avec des liquidités, liquidités que les banques centrales fournissent abondamment.

Par exemple, au cours de la période 1930-1945, la Fed a maintenu le rendement des obligations autour de 2,5% et le rendement des liquidités autour de 1%, ce qui a rendu rentable l'emprunt d'espèces et son utilisation pour acheter et détenir des obligations.

Si cela peut rendre rentable la détention d'obligations financées par des liquidités à des taux bas, dans de telles circonstances, , il est avantageux d'emprunter de l'argent et de l'investir dans des investissements à rendement plus élevé.

Au cours de la période 1930-1945, la Fed a été en mesure de maintenir les rendements très bas, en interdisant la détention de l'or et en interdisant les mouvements des capitaux .

Alors que tout ceci se prépare depuis un certain nombre d'années, il y a environ un an, le monde a été frappé par une pandémie (COVID-19): le pouls de l'économie a plongé et les «médecins» ont couru vers le patient et l'ont donné. une énorme injection de stimulation.

Pour mettre de l'argent entre les mains des gens à qui ils voulaient en donner, les «médecins», les décideurs politiques ont dû faire ce que j'appelle Monetary Policy 3 (MP3).

Le MP3 est la coordination de la politique budgétaire (dans laquelle le gouvernement central emprunte et dirige l'argent vers ceux qu'elle veut favoriser) et de la politique monétaire (dans laquelle la banque centrale imprime de l'argent et achète la dette du gouvernement).

Cela vient classiquement lorsque les politiques plus traditionnelles telles que la baisse des taux d'intérêt (MP1) et l'impression de l'argent et l'achat d'actifs financiers (MP2) ne suffisent plus . Ou lorsque les autorités ne peuvent prendre l'argent à ceux qui en ont beaucoup pour le donner à ceux qui en ont le plus besoin.

Le dernier projet de loi de relance budgétaire adopté a créé beaucoup de financement et beaucoup de dettes, des dettes qui sont plusieurs fois ce qui est nécessaire pour couvrir le trou de financement . Les «médecins» ont couru vers le patient et lui ont donné une énorme injection de stimulation. En plus de fournir des fonds pour faire face aux conséquences économiques du COVID-19, ils ont fourni un revenu de base universel (UBI) géant, c'est-à-dire une redistribution géante financée par l'emprunt et la monétisation.

Je ne dis pas que les décideurs politiques auraient dû faire les choses différemment et je comprends certainement la nécessité d'une telle assistance, mais il faut souligner les implications d'une énorme dette et d'une colossale création de monnaie.

Je ne suis qu'un macro-investisseur mondial, un praticien qui se concentre sur les mécanismes et ses implications en essayant de garder une longueur d'avance sur la foule. J'explique simplement que beaucoup de dette publique a été créée , et que parce qu'il n'y en avait pas assez d'acheteurs pour cette dette sur le marché libre, les banques centrales ont dû l'acheter et ont dû imprimer beaucoup d'argent pour l'acheter. Ce faisant

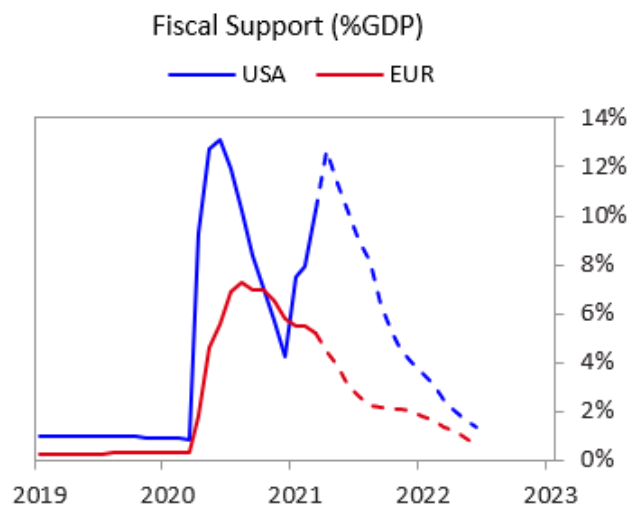
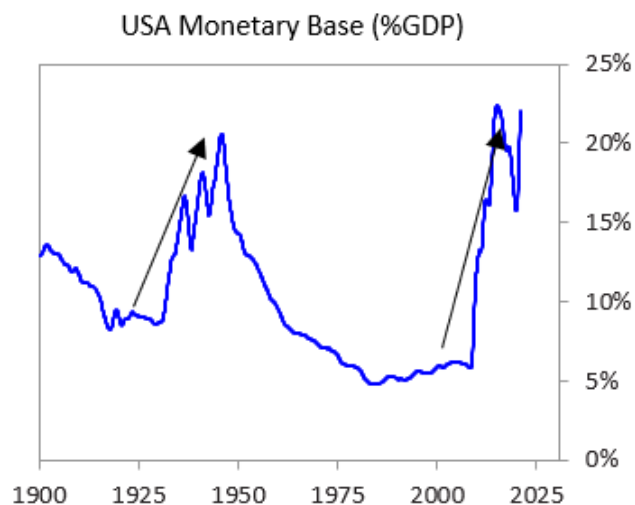
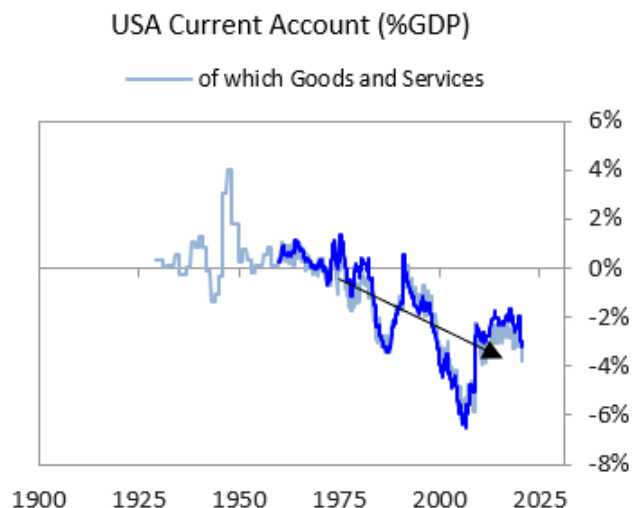
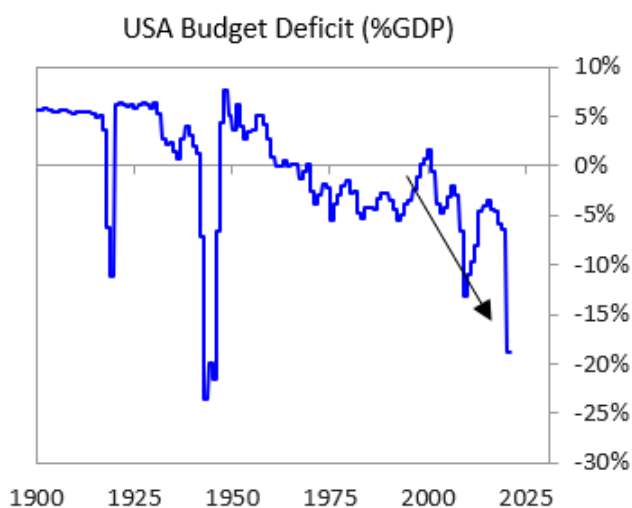
elles ont fait baisser les taux à des niveaux «artificiellement» bas, ce qui a «artificiellement» soutenu les prix des actifs financiers .

Ce mouvement était un mouvement classique.

Maintenant, il y a tellement d'argent injecté dans les marchés et l'économie que les marchés sont comme un casino avec des gens qui jouent avec de l'argent fictif, fantaisie . Ils achètent toutes sortes de choses et font baisser les rendements de tout.

Maintenant, vous avez des actions qui ont augmenté et vous avez une dynamique de bulle classique sur de nombreux actifs différents.

Les graphiques suivants présentent le tableau à plus long terme des déficits budgétaires du gouvernement américain (les déficits sont proches des niveaux de la Seconde Guerre mondiale), du déficit du compte courant des États-Unis et de la monétisation de la dette de la Réserve fédérale. Il montre également comment le soutien budgétaire américain se compare au reste du monde (beaucoup plus important). Alors que 2020 et 2021 ont été des années exceptionnelles qui ont conduit à des déficits exceptionnellement importants (comme les années de guerre), ces déficits sont susceptibles de rester importants... jusqu'à ce qu'ils ne puissent plus le rester.



Dans mon examen de l'histoire au cours de nombreux siècles et en de nombreux endroits, j'ai vu de nombreux cas analogues et, en les étudiant, j'ai vu comment ces choses fonctionnent, dont beaucoup sont couvertes dans mon étude «The Changing World Order».

Regard sur l'avenir et que faire

Parce que je crois que nous sommes à la dernière étape de ce cycle de la grande dette, je pense que l'argent liquide est et continuera d'être bon pour la poubelle et que donc il sera rentable

a) emprunter des liquidités plutôt que de les détenir en tant qu'actifs et

b) acheter des actifs de placement à rendement plus élevé.

Sur la base à la fois de la façon dont les choses ont fonctionné dans le passé et de ce qui se passe actuellement, je suis convaincu que les changements fiscaux joueront également un rôle important sur l'orientation des flux de capitaux vers différents actifs d'investissement et différents endroits, et que ces mouvements influenceront les marchés.

Si l'histoire et la logique peuvent être un guide, les décideurs politiques qui manquent d'argent augmenteront les impôts et n'apprécieront pas les mouvements de capitaux qui fuiront la dette pour allervers d'autres actifs. Ils pourront très bien imposer des interdictions contre les mouvements de capitaux vers d'autres actifs comme par exemple, l'or, Bitcoin, etc.

Ces modifications fiscales pourraient être plus choquantes que prévu. Par exemple, l'impôt sur la fortune proposé par Elizabeth Warren est d'une ampleur sans précédent qui, sur la base de mon étude des impôts sur la fortune dans d'autres pays à d'autres moments, conduira très probablement à davantage de sorties de capitaux pour éviter ces impôts.

Les États-Unis pourraient être perçus comme un endroit inhospitalier au capitalisme et aux capitalistes. Bien qu'il soit peu probable que ce projet de loi spécifique sur l'impôt sur la fortune soit adopté cette année, les chances qu'un projet de loi sur l'impôt sur la fortune soit adopté au cours des prochaines années sont considérables.

Pour ces raisons, je pense qu'un portefeuille bien diversifié d'actifs « non-dette et non-dollar » ainsi qu'une position de trésorerie courte est préférable à un mix actions / obligations traditionnel fortement pondéré en dollars américains.

Je pense également que les actifs des pays développés à monnaie de réserve matures sous-performeront les marchés des pays émergents d'Asie (y compris la Chine). Je pense également qu'il faut être conscient des changements fiscaux et de la possibilité de contrôles des mouvements de capitaux.

▲ RETOUR ▲

Pour 1 trillion, t'auras plus rien! Comprendre que ce que l'on appelle la fortune ne signifie rien. Le grand secret : la fortune ne vaut rien.

Bruno Bertez 15 mars 2021

(Relisez mon essai sur la valeur publié ce matin.)

Je m'épuise régulièrement à vous faire toucher du doigt le caractère fictif de ce que l'on appelle la fortune, y compris celle des riches.

Ce n'est pas une fortune, une vraie fortune, c'est une créance, ou une promesse de créance sur des richesses futures imaginaires; ce que l'on appelle la richesse, ce sont de chiffres écrits sur des morceaux de papier, que l'on appelle des valeurs mobilières. Des fétiches.?

Je donne les montants ci-dessous rien que pour vous faire toucher du doigt à quel point tout cela est fictif et vous faire comprendre que tout cela sera détruit.

Tout cela sera détruit soit par destruction du papier, actions, obligations, crédit, valeurs immobilières, soit par destruction de la monnaie en quoi ces pseudo richesses sont libellées; tout cela c'est du vent! Mais cela produit un ordre social, du pouvoir, du prestige, une pyramide parce que les gens y croient.

L'enseignement de 2020 année sinistre de destruction de richesse réelle ancienne et de non-production de richesses nouvelles est clair, indiscutable, plus on s'appauvrit et plus la richesse augmente.

Grace à leur pompe monétaire sur laquelle tout le monde ferme lâchement les yeux, les américains s'octroient le pouvoir de rafler tout dans le monde.

Cela devrait vous faire réfléchir; du moins je l'espère!

En passant: la richesse c'est du vent; alors pourquoi pas le Bitcoin?

John Law est avec nous, parmi nous.

Les chiffres officiels sont sortis. La fortune des ménages américains a bondi de 7,223 trillions au quatrième trimestre 2020 en pleine crise du Covid, pour atteindre un record de 147,211 trillions. Et ci, avec une augmentation de leur passif, c'est à dire de leurs dettes de «seulement» de 297 milliards de dollars pour un record de 17,057 trillions.

Cela signifie que la valeur nette de la fortune des ménages US a bondi de 6,925 dollars trillions pour atteindre un record de 130,155 trillions .

Pour l'ensemble de l'année, les actifs des ménages ont inflaté de 12,587 trillions et les passifs ont augmenté de 652 milliards de dollars, avec une valeur nette en hausse de 11,935 trillions .

Ce gain annuel est le deuxième après la flambée record de 12,702 trillions de 2019, record qui a pulvérisé celui de 2013 qui était de 8,712 trillions .

La valeur nette de la fortune des ménages a inflaté d'un montant inégalé de 24,637 trillions, ou 23%, sur deux ans, terminant 2020 à un record de 622% du PIB.

Ce pourcentage est passé de 485% à fin 2007; 448% à la fin de 1999; et 378% pour conclure les années quatre-vingt.

Les avoirs des ménages sous forme d'actifs financiers ont bondi de 6,185 trillions, soit 25% annualisés, au quatrième trimestre pour atteindre un record de 104,570 trillions. Le gain de 2020 est de 9,867 trillions.

Les actifs financiers américains par rapport au PIB ont terminé l'année à 499%, contre 374% en 2007; 357% de 1999; et 267% pour la fin des années quatre-vingt.

Le total des actions (actions de sociétés et fonds communs de placement) a bondi de 4,165 trillions au quatrième trimestre pour atteindre un record de 34,994 trillions, avec un gain sur un an de 5,084 trillions, ou 16,4%.

Le total des actions a bondi de 9,364 trillions, ou 35,2%, au cours des trois dernières années. À titre de comparaison, le total des actions a gonflé 5,037 trillions au cours de la période de trois ans de 1997 à 1999.

Le total des avoirs des ménages en actions a terminé 2020 à un niveau record de 172% du PIB. Cela se compare aux sommets du cycle précédent de 104% au deuxième trimestre de 2007 et de 115% au premier trimestre de 2000. Le total des actions au PIB a terminé les années quatre-vingt à 47%.

Rappelant la période de bulle du financement hypothécaire, les avoirs immobiliers des ménages ont gagné 915 milliards de dollars au quatrième trimestre, dépassant le record précédent d'augmentation de 852 milliards de dollars au troisième trimestre 2005.

Pour 2020, l'immobilier a inflaté de 2,267 trillions (gain annuel le plus élevé depuis les 3,122 trillions en 2005) à un record 35,789 trillions. L'immobilier en pourcentage du PIB a bondi à 171%, passant du creux de 129% en 2011 à la valeur la plus élevée depuis 178% en 2007.

▲ RETOUR ▲



Bourse : les autorités monétaires sont prises en otage

rédigé par [Bruno Bertez](#) 17 mars 2021

Le capitalisme financier est arrivé à un tel point que la hausse des Bourses mondiales ne dépend plus, désormais, que des banques centrales. Plus rien d'autre ne justifie les envolées actuelles.



La phase actuelle de [capitalisme financier](#) repose sur un socle qui est celui du crédit, de la monnaie de crédit. L'existence centrale de ce socle impose que systématiquement on puisse, pour accompagner l'accumulation infinie, produire de la monnaie et du crédit à l'infini, sans limite.

Le système impose que les limites de la solvabilité disparaissent et que le discontinu de la solvabilité – un avant et un après –, ce discontinu fasse place au continu des flux de liquidités. La liquidité, les liquidités, occupent une place centrale dans le capitalisme financier.

Mieux même, le système ne peut fonctionner que sur la base de l'illusion de la liquidité sans limite, et donc sur l'existence réelle et sans cesse prouvée, d'un excès de liquidité/liquidités.

Au passage je vous rappelle la meilleure définition que je connaisse de ce mercure insaisissable qu'est la liquidité : c'est quand on croit que l'on va pouvoir vendre plus cher ce que l'on a acheté (*dixit* un gouverneur de la Fed, Donald Kohn, dans les années 2000).

L'excès de monnaie, ou sa perception, doivent être structurels.

Avec le temps, l'excès de monnaie fait craindre sa dépréciation. On voit bien que c'est le thème dominant dans les réflexions des détenteurs de monnaie : ils ont peur que celle-ci se transforme en monnaie de singe. Soit dit en passant, ils n'ont pas tort car c'est ainsi que finiront nos monnaies fiduciaires : [à la poubelle...](#) mais si cela est sûr et certain, ce n'est pas forcément pour demain.

On peut longtemps repousser les limites de la stupidité des peuples.

Toujours plus de dette

La certitude s'articule de la façon suivante : nous sommes dans [une financiarisation accélérée de nos systèmes](#) produite par la nécessité de créer toujours plus de dette. Cette dette s'accumule, elle devient instable et, périodiquement, elle crée des crises de liquidités et de solvabilité.

Pour éviter l'effondrement du système ainsi créé, les autorités ont choisi la fuite en avant, c'est-à-dire la création d'une masse de dette de plus en plus accélérée. Les chiffres qui étaient auparavant par milliards sont devenus des centaines de milliards, puis maintenant des milliers de milliards.

La masse des actifs financiers qui, dans les temps anciens, représentaient une fraction du PIB représente maintenant des multiples. On doit être autour des 380% aux Etats-Unis en ce moment si mes souvenirs sont bons.

Il n'y a pas de retour en arrière possible. Chaque fois que cela a été tenté, une crise brutale a été déclenchée sur les marchés d'actifs – et elle a obligé les autorités monétaires à intervenir coûte que coûte, c'est-à-dire en fournissant toute la quantité de monnaie de base que les marchés exigeaient pour se stabiliser.

Les crises se rapprochent

Il faut savoir que, dans des processus de ce type, d'une part les crises se rapprochent sans cesse à cause de l'instabilité et, d'autre part, les masses qui sont en jeu progressent de façon exponentielle.

Nous sommes dans des phénomènes de boule de neige ; les exigences de l'ogre monétaire sont de plus en plus tyranniques.

Tout ceci peut paraître abstrait ou théorique, mais il est possible de faire la jonction avec le vécu psychologique des opérateurs qui forment la communauté spéculative des marchés. En effet, avec l'apprentissage et l'expérience de dizaines d'années de ce processus, ils savent que les autorités monétaires n'ont plus le choix.

Comme ils disent : « *On ne peut plus laisser tomber les marchés.* »

Présenté autrement, la communauté spéculative a maintenant parfaitement assimilé le fait qu'elle tenait [les autorités monétaires en otage](#) et que celles-ci étaient prisonnières d'un sinistre engrenage. C'est cette prise de conscience qui constitue à notre sens – mais aussi à celui de nombreux observateurs – la mutation en cours des marchés.

Vous pouvez étudier de près les journaux et essayer de lire et de décoder les rationalisations et les explications au comportement des marchés ; vous constaterez que toujours, en filigrane, c'est la certitude exposée ci-dessus qui constitue la justification de l'inéluctable hausse.

▲ RETOUR ▲

La reprise en “V” n’a jamais eu lieu

rédigé par [Ryan McMaken](#) 17 mars 2021

*Malgré des annonces triomphales (et beaucoup d'optimisme), un examen approfondi du marché de l'emploi US démontre que **la fameuse reprise en « V » n'est qu'un mirage...***



Dans un excès d'enthousiasme peu convaincant, NBC a annoncé début mars 2021 que l'emploi salarié avait « bondi » au mois de février aux Etats-Unis.

Plus précisément, le nombre total d'emplois non agricoles (corrigé des variations saisonnières) a augmenté de 379 000 postes d'un mois sur l'autre, largement au-dessus de l'augmentation de 210 000 qui était attendue.

Ces chiffres pourraient paraître excellents au premier abord, mais une analyse plus approfondie suggère que la croissance de l'emploi US est en fait beaucoup plus fragile que ce que les médias prétendent.

De plus, l'examen de la situation de la croissance de l'emploi au cours des derniers mois nous offre un rappel utile du fait que la fameuse reprise en « V » qui nous avait été promise au printemps dernier ne s'est en réalité jamais produite.

Rappelez-vous...

Il faut se souvenir de toutes les discussions qui ont eu lieu l'année dernière autour de la reprise en « V ». C'était à l'époque où on nous assurait qu'un confinement de « deux semaines » — ou peut-être deux mois — pour « ralentir la propagation » du Covid-19 nous apporterait un retour sur investissement inestimable, car les mesures de confinement et de fermeture obligatoire des entreprises permettraient de « [vaincre](#) » miraculeusement la maladie.

Le marché de l'emploi et l'économie se redresseraient ensuite de façon spectaculaire, la Fed pourrait mettre fin à ses programmes de soutien à l'économie et tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

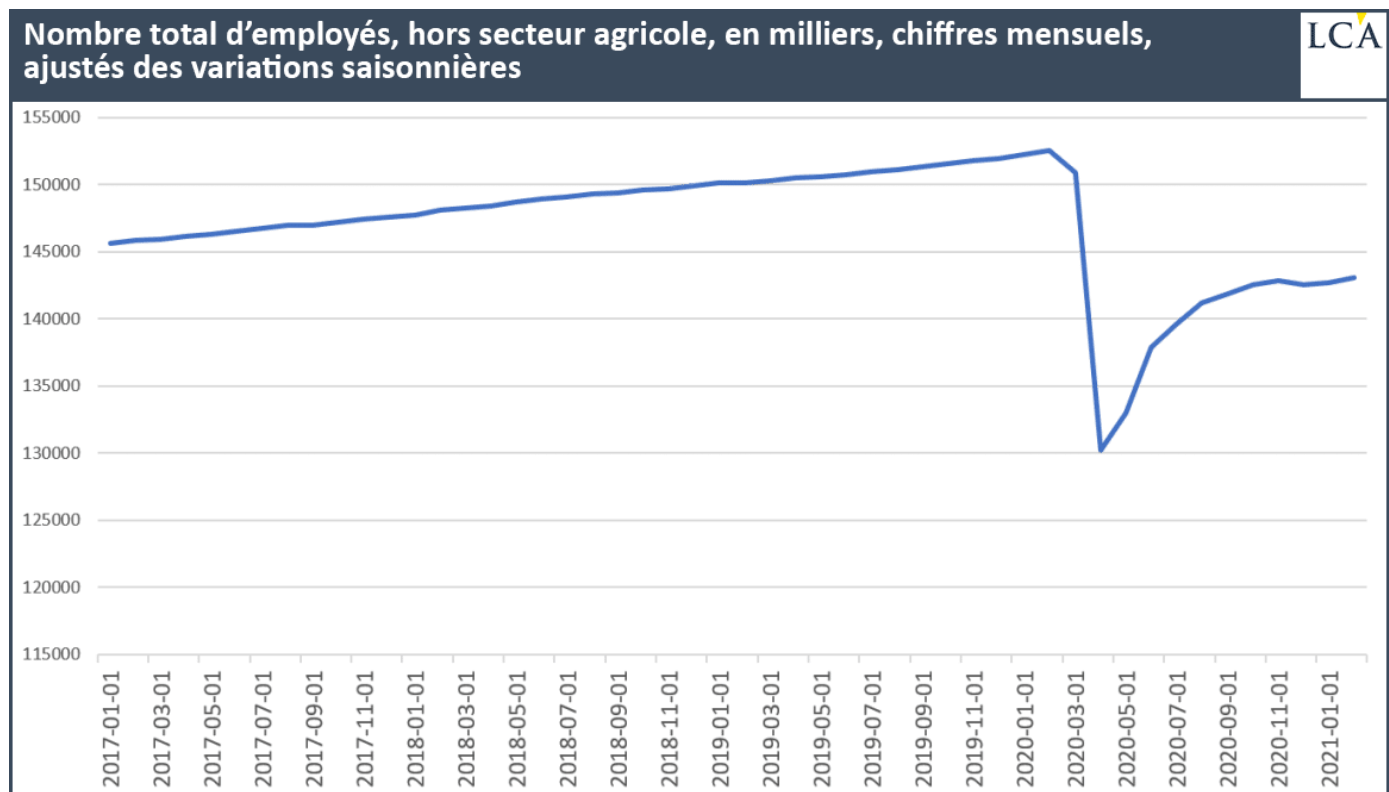
Au mois de juin, CNBC annonçait que « le redémarrage de l'économie suite à la pandémie ressemble sans aucun doute à une reprise en 'V' », pointant du doigt les chiffres records de création d'emplois après l'effondrement initial qui avait eu lieu pendant la période de mars à avril.

Fin des bonnes nouvelles...

Mais ensuite, le flux de bonnes nouvelles s'est tout simplement interrompu, en tout cas en ce qui concerne le marché de l'emploi US.

Par exemple, bien que les créations d'emplois au cours du mois de février 2021 puissent paraître impressionnantes, le nombre total d'emplois aux Etats-Unis reste très largement en dessous du niveau auquel il se situait à la même époque l'année dernière.

Au mois de février 2020, avant que les effets du confinement ne commencent à se faire ressentir, l'économie américaine comptait 152 millions d'emplois, un plus haut historique. Or suite au « bond » du mois de février de cette année, l'économie américaine ne comptait toujours que 143 millions d'emplois, soit neuf millions de moins qu'un an plus tôt. Pour dire les choses autrement, le nombre total d'emplois est revenu au niveau auquel il était en 2015.

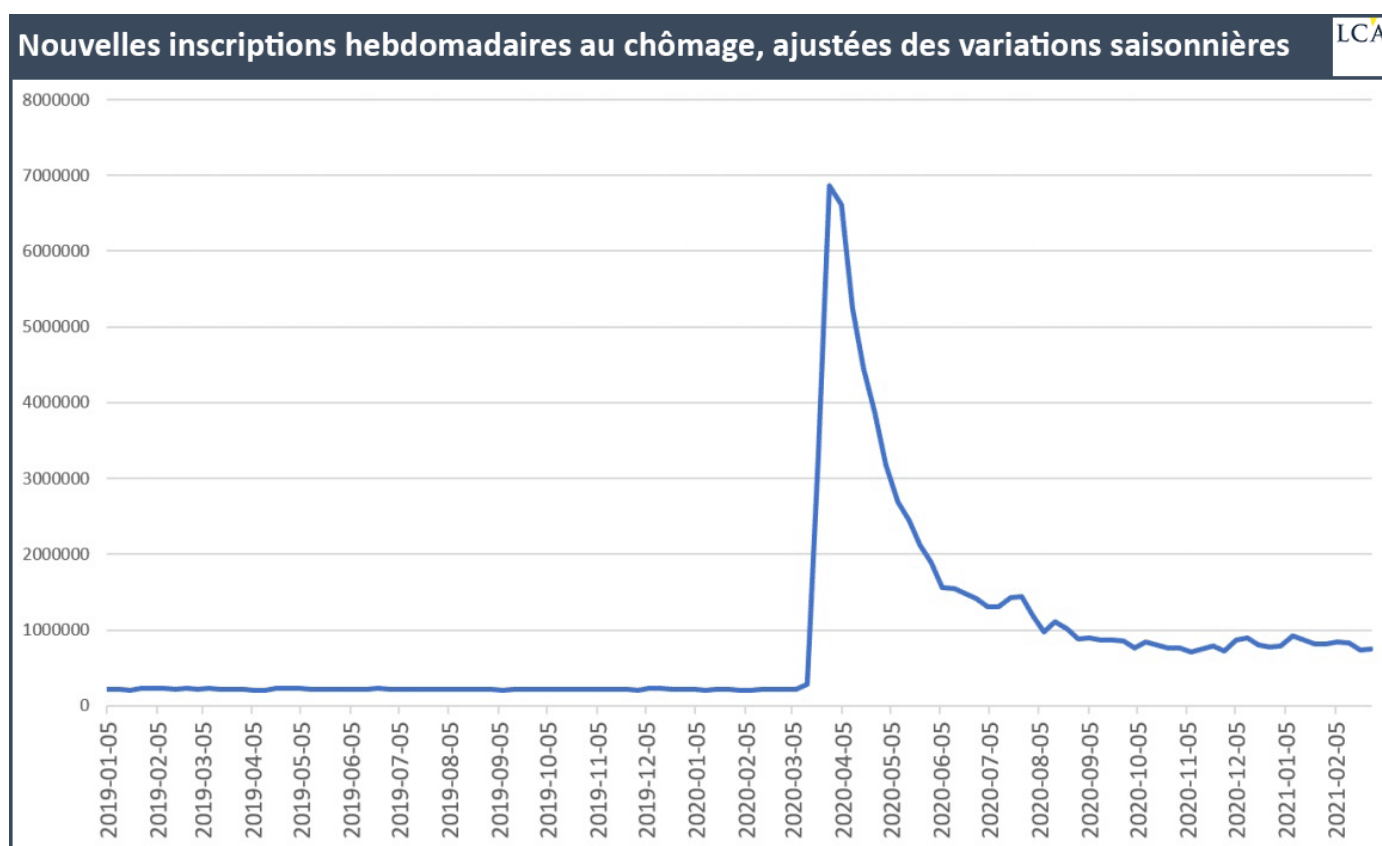


Oui, les Etats-Unis ont regagné 13 millions d'emplois depuis le plus bas atteint au cœur de la crise au mois d'avril 2020. Mais comme vous pouvez le voir sur le graphique ci-dessus, le nombre total d'emplois stagne depuis novembre dernier et n'a augmenté que de 200 000 postes au cours des quatre derniers mois.

Ce n'est pas exactement ce qu'on pourrait appeler un « bond ». Et cela ne ressemble certainement à une reprise en « V ». Cela ressemble plutôt à une version particulièrement fragile de la « reprise en racine carrée » que certains prédisaient l'année dernière. Excepté que l'extrémité de la queue de cette coche est restée quasiment plate jusqu'à présent.

Une longue agonie

Il faut également compter avec le nombre d'inscriptions au chômage. Les nouvelles demandes d'inscription à l'assurance-chômage se sont maintenues entre 700 000 et 800 000, chaque semaine, au cours des cinq derniers mois. Rien n'indique ici qu'une tendance à la baisse se dessine et la reprise en « V » s'est rapidement transformée en longue agonie après le « redémarrage » anémique qui a eu lieu initialement l'été dernier.



Le nombre total d'allocataires inscrits tend en revanche à se réduire lentement. Il est passé de 5,1 millions au début de l'année à 4,2 millions.

Dans les deux cas, ces chiffres restent à des niveaux caractéristiques d'une situation de récession économique. Lors de la crise économique mondiale de 2008, par exemple, le nombre d'allocataires inscrits au chômage avait atteint à 6,6 millions au plus haut. Ce chiffre s'élevait à environ 1,7 million d'inscrits en 2020 avant que la récession ne frappe.

Les chiffres du chômage se sont également maintenus à un niveau résolument élevé concernant les allocataires inscrits dans le cadre du PUA [Pandemic Unemployment Assistance : programme temporaire d'extension de l'assurance-chômage aux entrepreneurs et travailleurs indépendants ou à temps partiel victimes de la pandémie qui n'y sont normalement pas éligibles, NDLR].

Au début du mois de janvier, le nombre total d'allocataires dans le cadre de ce programme s'est établi à 8,3 millions, poursuivant sur une tendance baissière lente. Au début du mois de mars, ce chiffre avait à peine reculé, à 7,3 millions d'allocataires.

C'est un progrès, mais combiné aux inscrits à l'assurance-chômage classique, cela signifie qu'il y a toujours plus de dix millions d'Américains qui dépendent d'un programme d'assurance-chômage, sous une forme ou sous une autre, ce qui n'est pas vraiment le signe d'une économie robuste.

Une réalité complexe

Le taux de chômage reste également à un niveau particulièrement préoccupant. Le taux de chômage US officiel est tombé à 6,2% au mois de février. C'est sans aucun doute une amélioration par rapport au mois d'avril 2020, lorsqu'il avait atteint un plus haut à 14,8%.

Mais, comme c'est souvent le cas, le taux officiel masque une réalité plus complexe.

Bien que le taux officiel s'établisse à 6,2%, le directeur de la Fed du Minnesota, Neel Kashkari, a admis que « le véritable taux de chômage est proche de 9,5% », comme l'a relayé Heather Long, journaliste économique au *Washington Post*.

Pourquoi un tel écart ? C'est le résultat de plusieurs facteurs, notamment le déclin du taux de réponse aux enquêtes conduites par le département du Travail, le fait que de nombreux chômeurs ont tout simplement cessé de chercher du travail, ainsi que les ambiguïtés qui existent dans les données collectées concernant le fait de savoir si une personne est ou non au chômage de façon seulement temporaire.

En d'autres termes, le calcul du taux de chômage officiel exclut un grand nombre de personnes qui aimeraient avoir un travail, mais qui se sont découragées et ont cessé de chercher un emploi, ainsi que beaucoup d'autres qui techniquement ne sont au chômage que de façon « temporaire » mais qui, en pratique, restent sans emploi. D'après les chiffres officiels, beaucoup d'entre eux sont simplement « en congé ».

Le président de la Fed, Jerome Powell, a également admis que le taux de chômage était probablement proche de 10% au mois de janvier. Sans surprise, Kashkari a estimé qu'il n'y aurait pas de « décollage » de l'économie avant 2022.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, il est clair que les Etats-Unis sont toujours au beau milieu d'une récession en ce qui concerne le marché de l'emploi.

Pourtant, CNBC continue d'affirmer que l'économie est « en pleine effervescence » car les chiffres du PIB sont attendus en forte hausse au cours du premier trimestre de cette année. CNBC a proclamé triomphalement que « la croissance économique au premier trimestre pourrait atteindre 10% », affirmant que l'économie « redémarre sur les chapeaux de roue », prête à battre les anticipations les plus optimistes.

Mais à moins que des changements profonds ne se produisent en ce qui concerne la situation du marché de l'emploi, nous devons commencer à voir les chiffres du PIB de la même manière que nous observons les cours des actions : comme le reflet d'anticipations optimistes et de la croissance de *certain*s secteurs spécifiques de l'économie, mais qui n'ont pas grand'chose à voir avec la situation financière personnelle et les perspectives d'emploi de millions d'Américains ordinaires.

▲ RETOUR ▲

Un plan d'aide qui n'a aucun sens

rédigé par Bill Bonner 17 mars 2021

Le plan d'aide de Joe Biden a été approuvé... mais quelle sera son utilité réelle ? Comment les mesures de relances peuvent-elles améliorer la vie des gens – quand elles sont financées à 100% par les contribuables qu'elles sont censées soulager ?



Le [plan d'aide de Joe Biden](#) – d'un montant 1 900 Mds\$ – a été officiellement adopté. Il est très probable qu'aucune vie ne soit sauvée grâce à cette gabegie. Pas plus qu'elle ne redressera les torts causés par les fouineurs du gouvernement lorsqu'ils ont créé une panique et mis l'économie sous cloche.

Le PIB US a chuté de 2,3% environ l'an dernier. Cela fait près de 498 Mds\$. Les mesures « d'aide » de l'an dernier ont déjà compensé cela avec 3 100 Mds\$. Ce nouveau *package* porte la « relance » totale distribuée par les autorités US en réponse à la pandémie de coronavirus à 5 000 Mds\$ – plus de dix fois la perte économique réelle.

Selon le Comité pour un budget fédéral responsable (CBFR), nombre des provisions contenues dans le nouveau plan de relance ont des « clauses de caducité »... ce qui signifie qu'elles ont une expiration programmée dans le futur. C'est ainsi que le coût total, aussi énorme soit-il, reste sous les 2 000 Mds\$.

Voici ce qui a le plus de chances de se produire : à mesure que le temps passe, les politiciens tomberont d'accord pour prolonger les programmes. En fin de compte, déclare le CBFR, le coût sera probablement plus proche des 4 000 Mds\$ que des 2 000 Mds\$.

Un plan de relance inutile et absurde

Alors pourquoi ? Pourquoi mettre la nation sur la paille ? Voici l'explication de Joe Biden lui-même :

« Cette législation a pour but de donner à l'épine dorsale de cette nation – les travailleurs essentiels, les travailleurs qui ont construit ce pays, ceux qui font tourner ce pays – une chance de s'en sortir. »

Quelle étrange déclaration. Chaque sou distribué par les autorités doit venir des contribuables... d'une manière ou d'une autre, tôt ou tard.

Même lorsqu'ils impriment [des jetons fongibles](#), représentant des dollars qui n'ont même pas encore été gagnés... par des gens qui ne sont peut-être pas encore nés... toute la richesse que ces dollars représentent doit être produite par les contribuables ; il n'y a pas d'autre source.

Que ce soit aux Etats-Unis ou dans le reste du monde, si les autorités donnent à l'épine dorsale, elles doivent prendre ailleurs – au tibia... ou au crâne. C'est comme une transfusion du bras gauche vers le droit – inutile et absurde – laissant le patient plus faible que jamais.

Et si elles donnent l'argent aux gens qui « font tourner ce pays », c'est-à-dire aux camionneurs, aux bouchers, aux publicitaires, aux poètes et aux pisciculteurs – dont le travail et la sueur fournissent les biens et les services qui font que le reste du pays est logé, nourri, vêtu et distrait – à qui le prendront-ils ? Aux gens qui ne travaillent pas ?

Si on le laisse faire, le contribuable, présent ou futur, dépense son argent comme bon lui semble. En quoi le lui prendre pour le donner à des gens qui n'en ont pas besoin, ne l'ont pas gagné et n'y ont pas droit va améliorer son sort ?

On dirait que la magie est passée par là... que cet argent – passant par les mains de la classe parasite de lobbyistes, de comploteurs, de compères, d'intérêts particuliers et du *Deep State* – est sanctifié, comme de l'eau bénite, de sorte qu'il donne désormais aux gens à qui il a été pris « une chance de s'en sortir ».

Mais nous sommes [en pleine Bulle époque](#). Les choses n'ont pas besoin d'avoir un sens. Les calculs n'ont même pas à être justes.

La réflexion logique est un faux pas. Le bon sens est un obstacle. L'expérience, la sagesse et les vraies compétences ne sont qu'une partie du fardeau de la patriarchie, dont il faut se débarrasser le plus vite possible.

A suivre...

▲ RETOUR ▲

Les dirigeants américains n'épargnent aucun centime

Bill Bonner | Mars 16, 2021 | Journal de Bill Bonner



"Les hommes d'État éclairés ne seront pas toujours à la barre".

- James Madison

YOUGHAL, IRLANDE - "Nous devons nous rappeler, dit Joe Biden, que le gouvernement n'est pas une force étrangère dans une capitale lointaine. Non, c'est nous tous. **Nous tous.**"

Nous ne nous rappelons pas avoir jamais pris une décision pour le gouvernement... ni avoir eu la moindre influence sur une décision prise par le gouvernement. Personne ne nous a jamais demandé notre avis, et notre vote était sans conséquence. Apparemment, "nous tous" ne nous inclut pas.

Au lieu de cela, les décisions sont prises par d'autres - lobbyistes, assistants législatifs, bureaucrates, valets et copains. Ce sont eux, par exemple, qui ont rédigé le dernier plan de sauvetage américain de 600 pages.

Comment pouvez-vous attendre d'eux qu'ils négligent le sauvetage des personnes les plus importantes pour eux – c'est-à-dire « eux-mêmes » ?

Chaque centime de ces 1 900 milliards de dollars ira dans la poche de quelqu'un. Les contribuables ordinaires en recevront une partie. Mais il en sera de même pour les scientifiques de la National Science Foundation, les artistes de la National Endowment for the Arts... les personnes (quelles qu'elles soient) qui s'occupent des problèmes environnementaux dans les régions pauvres... les personnes qui gèrent Amtrak...

... les gens du Bureau des affaires indiennes... les pompiers... les agriculteurs des minorités... la Corporation for Public Broadcasting... et ainsi de suite.

Un milliard ici. Un milliard là. Et bientôt, vous aurez pris soin de presque tous ceux qui comptent pour le gouvernement. Malgré toutes les pièces de monnaie jetées à la foule malchanceuse, l'argent réel va toujours aux initiés.

Dans le plan de sauvetage américain, par exemple, 520 milliards de dollars vont aux 90% du public éligible. Le reste - 1,4 trillion de dollars - est partagé entre ceux qui ont de bons lobbyistes.

Nous tous ? Loin s'en faut.

Et voici, cher lecteur, ce qu'il en est.

Richesse et privilèges

Le gouvernement a un objectif majeur et un seul : aider l'élite à conserver sa richesse et ses privilèges. Tous les autres sont des pions... des statistiques... ou des idiots utiles. Heureusement pour les fédéraux, il y en a des millions.

Et dans cette époque de bulle, les Américains sont prêts à croire qu'ils peuvent tous vivre aux dépens de quelqu'un d'autre.

Environ 70 % du public américain approuverait le dernier cadeau "quelque chose pour tout le monde", sans peut-être se rendre compte que ce quelque chose doit aussi venir de quelqu'un - le plus souvent, d'eux-mêmes.

Il n'y a pas d'autre source. Même l'argent imprimée <printing press> doit être pris en compte un jour ou l'autre. Ce que le gouvernement donne, en d'autres termes, il doit aussi le reprendre... et en plus grandes quantités (afin de laisser une marge importante à ceux qui le contrôlent).

Cela ne veut pas dire qu'un gouvernement ne peut pas remplir des fonctions utiles. Mais tout ce qu'il fait, tout le temps, est subordonné à son rôle principal : faire en sorte que les riches et les puissants deviennent de plus en plus riches et puissants.

C'est le secret pour comprendre les 20 dernières années. Les fédéraux ont fait des choses insensées...

Mais elles n'étaient pas stupides pour "nous tous". Seulement pour la plupart d'entre nous.

Histoire alternative

Voici une histoire alternative...

Imaginez que l'Amérique ait eu trois leaders particulièrement sages et courageux... qui ont regardé le peuple américain dans les yeux aux moments critiques et les ont mis à plat. Trois simples et courts discours présidentiels auraient pu changer le cours de l'histoire.

George W. Bush :

Des méchants ont fait exploser quelques immeubles à New York... et ont frappé le Pentagone aussi. Nous nous sommes joints aux polices des pays du monde entier pour traduire en justice les responsables de ces attentats. Ne vous inquiétez pas. Nous les aurons.

Et au fait, nous retirons toutes nos troupes du Moyen-Orient. C'était une erreur depuis le début.

Pas de guerre contre le terrorisme. Pas d'invasion de l'Irak. Pas de chaos au Levant. Pas de facture de 7000 milliards de dollars. Pas de **800 000 morts**. Pas de 37 millions de déplacés. Pas de "culture guerrière". Pas de "voyez quelque chose, dites quelque chose". Juste le bon vieux travail de détective... à un coût dérisoire.

Barack Obama :

Oui, nous assistons à une secousse à Wall Street. Mais il est hors de question que je demande aux Américains qui gagnent en moyenne 40 000 dollars par an de renflouer des types qui ont reçu des bonus de plusieurs millions de dollars. Wall Street peut s'occuper d'elle-même.

Pas besoin de l'ersatz de "courage d'agir" de l'ancien président de la Réserve fédérale Ben Bernanke. Pas de TARP. Pas de TAF. Pas de TALF. Pas de TSLF. Pas de sauvetage de GM.

Pas de sauvetage d'AIG, Bank of America, JPMorgan, Citi, Wells Fargo, Chase, Goldman Sachs. Pas d'assouplissement quantitatif. Pas de 3 600 milliards de dollars d'impression monétaire supplémentaire et 4 600 milliards de dollars de dépenses supplémentaires.

Pas de suppression des taux d'intérêt. Pas de grand rebondissement sur le marché boursier. Pas de nouvelle bulle.

Donald Trump :

Nous sommes confrontés à une crise sanitaire potentielle. Les personnes âgées et celles dont le système immunitaire est compromis sont en danger. Nous allons tout mettre en œuvre pour les protéger, en utilisant toutes les ressources dont disposent nos industries de soins médicaux.

Environ 5 % de la population risque de mourir de la maladie - les personnes âgées et faibles, qui sont vulnérables au COVID- 19, comme elles le seraient à toute nouvelle souche de grippe.

Le risque pour les autres n'est pas suffisant pour en faire un cas fédéral. Parmi ceux qui attrapent le virus, en dehors des groupes les plus vulnérables, apparemment, 99,7% survivent. Donc, gardons nos esprits... et faisons de notre mieux pour protéger ceux qui en ont besoin. Mais ne paniquons pas et n'aggravons pas la situation.

Pas de lockdowns. Pas de chômage de masse. Pas de prestations supplémentaires d'emploi. Pas de programme de protection salariale de 733 milliards de dollars. Pas de loi CARES de 2,2 milliards de dollars. Pas de Response and Relief Act pour près de 1 000 milliards de dollars supplémentaires. Et pas d'American Rescue Plan pour près de 2 000 milliards de dollars en plus.

Pas de restaurants, d'hôtels, de salles de sport ou de cinémas en faillite. Pas de millions de personnes au

chômage qui attendent leur chèque de relance.

Pas de hordes de jeunes traders faisant monter les prix d'entreprises qui n'ont jamais gagné un centime et qui n'ont probablement aucune valeur. Pas de taux d'intérêt nuls.

Pas d'emprunts effrénés par les familles, les entreprises et le gouvernement - portant la dette totale des États-Unis à 80 000 milliards de dollars... où elle ne peut survivre à des taux normaux, fixés par le marché.

De l'argent épargné

Imaginez cela. Pas de grands mots. Pas de nouveaux programmes audacieux. Pas de promesses. Pas de fantasmes. Pas de revendications. Pas de mensonges.

Et 15 trillions de dollars épargnés.

Mais alors comment les riches seraient-ils devenus si riches ? Qu'est-ce qui aurait fait grimper le prix des actions ? Qui aurait payé tous les fournisseurs du Pentagone ?

Et les grandes banques... Qu'en serait-il des salaires à un million de dollars ? Et le pauvre Dr. Fauci ne serait plus rien !

Oh, cher lecteur... c'est tout simplement trop horrible à imaginer.

Dieu merci, nous avons trouvé les leaders qui ont su se montrer à la hauteur. Ce sont les hommes que James Madison avait prévus. Des faibles, des lâches, des nigauds... Ils ont détruit le pays, mais ils ont fait couler l'argent à flots !

Suivez le programme

George W. Bush était prêt et disposé à suivre le programme de guerre éternelle de l'État profond.

Barack Obama a continué les guerres, a renfloué Wall Street, et a tordu l'économie entière dans une nouvelle forme grotesque (mais a rendu les riches plus riches que jamais).

Donald Trump... incapable d'arrêter les guerres... incapable d'arrêter les dégâts financiers... incapable de comprendre la menace réelle de la crise du COVID-19... mais désireux et capable de porter la bouffonnerie économique à un tout autre niveau.

Et maintenant... que pourraient demander de plus les dieux malicieux ?

Joe Biden.

Idiot ? Andouille ? Escroc ? Prêt à apporter plus de gros salaires à tous ces initiés... l'élite qui est vraiment "le gouvernement"...

...tout en prétendant aider "tout le monde".

▲ RETOUR ▲